

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL
DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

San José, Costa Rica, 23-24 janvier 2012

COMPTRE-RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

San José, Costa Rica, 23-24 janvier 2012

OUVERTURE

Luis Ayala, Secrétaire général de l'Internationale Socialiste, a ouvert cette première réunion du Conseil de l'IS au Costa Rica avec un mot de bienvenue particulier pour la Présidente de la République, Son Excellence Laura Chinchilla, dont la présence à notre réunion était un grand honneur. Il salua tous les camarades, leaders, délégués et représentants de chaque continent qui s'étaient rassemblés pour cette réunion de deux jours.

Ayala a exprimé sa fierté d'accueillir le Président Álvaro Colom qui venait de quitter la présidence du gouvernement du Guatemala et dont l'engagement d'accroître la démocratie et la liberté dans son pays ainsi que de réduire la pauvreté, représentait l'essence même de la social-démocratie.

Il salua Sigfrido Reyes, Président du parlement et membre du FMLN d'El Salvador ; Cuauthémoc Cárdenas et Beatriz Paredes du Mexique; des représentants de Colombie, du Venezuela, Brésil et d'Argentine, ainsi que des camarades d'Europe et des Vice-présidents de l'IS ; et des représentants de partis de la région Asie-Pacifique aussi éloigné que la Mongolie, et d'Afrique où la social-démocratie était à présent bien ancrée et activement présente dans de nombreux gouvernements.

Les partis de l'IS avaient une longue histoire, Ayala continua-t-il, de travail avec nos hôtes qui nous avaient offert un accueil si chaleureux et enthousiaste. Il salua en particulier le Président du PLN, Bernal Jiménez, et le remercia ainsi que son parti d'accueillir cette réunion.

Le PLN, dit-il, avait laissé une trace indélébile sur la société du Costa Rica par ses actions au gouvernement et ainsi nous avons de nombreuses choses en commun non seulement avec le parti mais avec le pays lui-même dû à l'engagement sans faille pour une société de libertés, démocratie, paix, désarmement et de développement durable. Tout cela faisait que nous nous sentions chez nous comme nous le faisons en général en Amérique latine et dans les Caraïbes où de nombreuses initiatives récentes avaient porté ses fruits y compris le comité régional au Brésil, et des réunions au Chili, au Mexique et dans la République dominicaine. Des millions d'habitants d'Amérique latine avaient à présent plus de libertés, droits et opportunités tout en recherchant toujours plus de justice, dû aux actions des sociaux-démocrates tels que de nos camarades ici au Costa Rica.

Ayala dit que le Conseil allait discuter deux thèmes principaux qui préoccupaient notre mouvement : Redéfinir le rôle du marché dans la démocratie et surmonter la crise par la croissance dans l'économie réelle. Nous allons nous concentrer sur des moyens pour renforcer l'économie, promouvoir la croissance et l'emploi et forger des sociétés qui fournissent des meilleures conditions pour nos citoyens.

Ensuite, il y avait le thème du changement climatique et l'appel de notre organisation pour une plus grande justice climatique qui était essentiel pour garantir un développement durable de la planète. Le Conseil allait discuter des développements récents dans cette lutte et les tâches de l'IS depuis la conférence de la COP17 à Durban en ce qui concerne l'engagement de Rio+20 et du Congrès qui allait avoir lieu plus tard dans l'année en Afrique du Sud.

Le Conseil allait également échanger des points de vue sur comment renforcer et valoriser les actions de notre propre instrument commun qu'est l'Internationale Socialiste. L'IS regroupe actuellement des partis et organisations de chaque région du monde qui interagissent de manière démocratique et juste avec l'objectif commun de promouvoir une plus grande démocratie et justice sociale dans leurs pays et au-delà. Nous avons formé une famille politique dans laquelle nous pouvions tous nous sentir au cœur de notre mouvement, une organisation internationale de partis avec des identités différentes et histoires, mais avec les mêmes croyances et objectifs. San José allait sûrement être un jalon important sur ce chemin, conclu-t-il.

Bernal Jiménez Monge, Costa Rica, Président du Parti libération nationale, souhaite la bienvenue à tout le monde dans son pays. Il félicite Président Papandreou sur sa gestion de la crise aiguë en Grèce, une démonstration de ses capacités en tant qu'homme d'Etat et également de son amour pour le peuple grec.

C'était un grand honneur pour le Costa Rica d'accueillir plus de 200 représentants de la plus ancienne et plus grande association de partis politiques engagés pour les valeurs sociales les plus élevées pour ce Conseil de l'Internationale Socialiste. Il dit que son pays était petit, fertile et volcanique et qu'il avait dédié un quart de son territoire aux parcs nationaux et aux réserves forestières. Ils aspiraient à être neutre en carbone d'ici 2021, le bicentenaire de leur indépendance. Ils n'avaient pas d'armée, elle avait été proscrite par la constitution il y avait 62 ans, depuis ils avaient construit un Etat providence. Ils représentaient la démocratie la plus ancienne et la moins interrompue en Amérique latine. Naturellement ils avaient des problèmes de sous-développement, mais la pauvreté et l'isolement du Costa Rica pendant la période coloniale avait engendré sa démocratie. Le manque de masses de travailleurs autochtones potentiels ou de minéraux précieux a découragé l'accumulation de grandes richesses et nécessitait la solidarité et la coexistence au lieu du travail forcé et de la servitude. De cette manière, une petite communauté isolée de pauvres gens avait développé comme caractéristique essentielle un sens aigu de l'égalité.

Le développement humain avait marqué la direction du chemin du Costa Rica dès le début de leur indépendance. Leur premier chef d'Etat, un professeur et non pas un soldat, avait tracé la voie d'une nation pacifique et prospère en tant que pont physique entre les continents et les mers, et le pays avait réellement suivi sa voie historique même contre les vents dominants. Au milieu du 19^{ème} siècle l'existence de la nation était menacée par une armée d'aventuriers des Etats-Unis cherchant à établir un régime d'esclaves en Amérique centrale, ne réalisant pas que le café de haute qualité exporté en Angleterre avait produit suffisamment de richesses pour rapidement lever une armée de 9000 hommes prêts à défendre leur pays. Don Juan Rafael Mora, leur libérateur et héros national, avait mené avec succès la nation de tout juste 150.000 personnes en défense de leur souveraineté. Cette guerre avait mis fin à la philosophie expansionniste de certains politiciens de l'Amérique du Nord qui avaient des ambitions de domination territoriale en Amérique latine. Ceci, dit-il, était leur seconde indépendance. Le Président Mora avait réussi à établir la croissance économique et déclaré que le bien-être social et l'équilibre des richesses permettait aux propriétaires riches, artisans et travailleurs de jouir de différents degrés de confort et de plaisir. Clairement, le Costa Rica avait déjà en 1859 une vision éthique de la solidarité humaine en tant que valeur fondamentale alors que la France n'avait guère commencé à parler de telles choses.

La deuxième moitié du 19^{ème} siècle avait vu différents gouvernements militaires mais les leaders politiques et la volonté publique les avait remplacé par des présidents civils ce qui avait mené à l'abolition de l'armée et la concentration sur l'éducation, la santé et l'infrastructure, ce qui était toujours

le cas aujourd'hui. Le grand président libéral Ricardo Jiménez avait déclaré en 1953 que les gouvernements du Costa Rica avaient appliqué pendant des années des solutions socialistes et qu'ils ne pouvaient pas être accusés de mettre en œuvre des politiques qui rendaient les riches plus riches et les pauvres plus pauvres.

Les lois sociales avaient été ancrées dans un code de travail et des institutions avaient été établies pour garantir la sécurité sociale, la santé et les retraites.

En 1984, après des élections volées, un gestionnaire agronome, José Figueres Ferrer, connu sous le nom de Don Pepe, avait pris les armes. Il avait convoqué une assemblée constituante, nationalisé les banques et les sources d'énergie, augmenté les salaires de base et stimulé la production de café grâce à des innovations techniques. Consolidant ces gains sociaux et abolissant l'armée, ils fondèrent le Parti de libération nationale. Bien que les femmes n'aient seulement reçu le droit de vote en 1953, elles avaient déjà été très actives dans la lutte civile et bientôt gagnèrent des positions législatives importantes. Le Costa Rica était fier d'avoir élu la première femme, Dr Laura Chinchilla Miranda en tant que première magistrate à la Cour suprême.

L'agenda du parti, continua-t-il, se concentrait actuellement sur la crise économique actuelle avec ses effets négatifs sur la stabilité, la social-démocratie et les moyens d'agir contre le changement climatique. L'économie de marché avec une action publique intelligente, plutôt qu'une économie planifiée, était clairement la meilleure route pour la croissance économique, tel que l'avait montré l'exemple de l'Allemagne divisée. Mais l'économie de marché avait ses propres malignités: l'inégalité de la distribution et les crises économiques. La première mettait en péril les objectifs sociaux-démocratiques dans le développement de villes, et la seconde tenait actuellement le monde entier en otage.

Il cita des études de l'OCDE montrant qu'en Europe le revenu moyen des 10% les plus fortunés était 7-10 fois celui des 10% les plus pauvres, tandis que dans des pays dans la périphérie économique le ratio était de 25 ou plus à un, et dans des pays appelés avancés les plus riches gagnaient 50 fois ceux que touchent les plus pauvres. Rien n'empêchait des pays émergents d'atteindre les niveaux de répartition de richesse enviables des social-démocraties matures mais nous devons reconnaître qu'il n'y avait pas de réduction automatique du fossé dans la redistribution des richesses dans les économies libres, cela nécessitait des corrections dans la distribution, surtout dans l'investissement dans des services sociaux tels que la formation, sinon il n'y aurait pas de bénéfice pour les plus démunis.

Les participants à cette réunion de conseil, dit-il, savaient d'expérience que cette voie imposait des exigences extrêmes, il s'agissait d'un sentier de montagne et non pas d'une autoroute. Le socialisme démocratique contemporain devait choisir en fonction de chaque pays. Le programme d'Hambourg du SPD avait suggéré de suivre la ligne suivante : autant de compétence que possible, aussi peu de régulation de l'Etat que nécessaire.

Il mentionna le prochain sommet des ministres de finance de l'UE, et le fait que pendant la grande dépression le chômage avait atteint 25%, tandis qu'actuellement, il était d'environ 10% en Europe et aux Etats-Unis. Les réductions d'impôts et des dépenses publiques par le Président Hoover avaient été de 0,5% seulement du PNB tandis que les fonds de relance du Président Obama avaient été de 2% en 2009, et 3% en 2010, avec un déficit de 10%. Bien que les opinions divergent sur le succès des telles dépenses du gouvernement, il ne semblait pas y avoir d'autre moyen pour la reprise économique. Il espéra que des décisions qui inspiraient la confiance allaient être prises lors du sommet européen.

Tous les faits montraient vers le secteur financier international comme cause des récessions économiques récentes et Christine Lagarde, directrice du FMI, avait reconnu des fautes et excès par les institutions financières. Avec beaucoup de force, conclu-t-il, nous sociaux-démocrates devons pousser pour une supervision plus stricte du système financier. Toute vue objective du débat social-démocrate moderne allait mettre fin aux accusations que nos partis étaient les mêmes que les conservateurs ou libéraux.

George Papandreou, Président de l'Internationale Socialiste, exprima son plaisir d'être à San José et l'honneur spécial pour l'IS d'avoir SE Laura Chinchilla, Présidente du Costa Rica, à cette réunion. En tant que première présidente du pays elle était un symbole de l'autonomisation des femmes en Amérique centrale et au-delà.

Il remercia le PLN et son président Bernal Jiménez Monge pour leur hospitalité chaleureuse, et les félicita à l'occasion du 60^{ième} anniversaire du parti. Il était une force du progrès et avait aidé à faire du Costa Rica un exemple de la protection de la nature et de l'environnement, ainsi qu'un modèle de paix et de prospérité. Souvent, le Costa Rica était même caractérisé comme « la Suisse de l'Amérique centrale » avec l'instauration d'institutions politiques démocratiques et la mise sous contrôle civile de l'armée. Le pays était également associé à des efforts d'unir l'Amérique centrale sous un plan de paix qui avait été reconnu universellement par la remise du Prix Nobel de la paix à Oscar Arias en 1987. Malgré la crise mondiale, le Costa Rica restait une économie robuste et une démocratie forte.

En Amérique centrale et latine, continua-t-il, l'IS était devenue une force politique forte pour le changement, démontrant l'importance d'une gouvernance progressiste. Comme la Grèce, la région avait connu des crises économiques profondes, mais malgré le FMI, la méfiance du système financier et des mesures d'austérité, les gens savaient que cette région était riche en ressources et en capital humain, ressources qui souvent avaient été mal gérées et usurpées par les quelques puissants, prouvant que les crises n'étaient pas avant tout financières mais politiques, et causées par un manque de gouvernance démocratique, de transparence et d'opportunités. Notre mouvement se trouvait aux premiers rangs du changement démocratique en Amérique latine. L'expérience de la Grèce avait été similaire, avec une économie mal gérée par un gouvernement conservateur qui avait fait gonfler la dette publique et forcé le pays d'emprunter à des Etats membres amis en Europe et au FMI. Ils avaient dû prendre des mesures draconiennes pour éviter la faillite et il remercia tous les camarades de l'IS à cette occasion pour leur solidarité continue avec la Grèce dans une lutte contre un type de capitalisme désigné à servir les riches et puissants. Les sociaux-démocrates, dit-il, avaient une bien meilleure compréhension du marché et du besoin de réglementation, afin de mettre le marché au service du bien commun au lieu de lui permettre de devenir un tyran dominé par les fluctuations des spéculations.

L'IS et lui-même en tant que leader du PASOK et Premier ministre de Grèce avaient pris une position ferme sur ce qui devait être fait. Et, comme l'avait dit François Hollande, notre ennemi n'avait pas de visage et pas de nom: il n'était pas élu mais tout puissant et il s'agissait du pouvoir de concentration de richesses et des ressources dans un nouveau système mondial. Notre lutte était de restaurer la démocratie dans nos sociétés et dans l'économie mondiale, d'habiliter nos citoyens et de leur garantir l'accès au savoir et opportunités. Nous étions aux premiers rangs dans la lutte pour plus de transparence dans le système financier, le contrôle démocratique et la transparence des couvertures de défaillance et de la spéculation, le contrôle démocratique des agences de notation qui à présent avaient plus de pouvoir que nos parlements, et le contrôle démocratique et transparent des paradis fiscaux qui finalement volaient nos citoyens leurs ressources. La Commission sur la Crise Financière de l'IS, présidée

par Joseph Stiglitz, avait fait des recommandations importantes qui à présent étaient plus pertinentes que jamais.

Nous luttons également pour un programme global pour la croissance durable puisque l'austérité tuait l'Europe et mettait à bas l'économie mondiale. L'IS avait été active à la COP17 à Durban, où le gouvernement de l'Afrique du Sud avait habilement gardé le changement climatique sur l'ordre du jour même si le progrès ne se faisait pas aussi rapidement que nous en avons besoin. La Commission pour un Société Mondiale Durable de l'IS avait fait des propositions concrètes pour stimuler nos économies et traiter la menace d'une récession mondiale de manière durable: des propositions pour trouver des nouvelles sources de revenu pour investir dans l'emploi et une économie verte, et pour une stratégie alternative de croissance mondiale et pour l'Europe qui se trouvait dans une récession profonde. Nous avons proposé une taxe sur les transactions financières, la taxe Tobin, et les banquiers qui avaient aidé à créer cette crise devaient contribuer à sa solution. Les revenus de cela, ainsi qu'une taxe sur les gaz à effets de serre, devraient être utilisés pour promouvoir un monde plus durable et équitable.

Quel que soit le défi, Papandreou continua-t-il, nos réponses se basaient toujours sur nos valeurs partagées en tant que mouvement qui comblait les écarts et créait la cohésion dans la lutte pour la participation démocratique et la libération et l'autonomisation de nos peuples, soutenant une croissance durable verte qui préserve la richesse de nos cultures et la beauté de notre environnement.

L'IS a contribué à la vision de l'Union européenne et également aux Nations unies et aidé à adresser des conflits majeurs tels que la question palestinienne, et à lutter contre la prolifération des armes de destruction massive. Nous étions en effet différents parce que nous reconnaissons le potentiel et le besoin, même des plus faibles, à contribuer à nos sociétés. Pour nous, les femmes étaient des partenaires égaux et nous étions aux premiers rangs pour les droits de l'homme et des minorités, et contre le racisme et la xénophobie. Plus que les autres nous voyions la nécessité pour plus de gouvernance démocratique autour du monde et la possibilité d'éradiquer la pauvreté. En tant que mouvement, nous étions prêts à traiter tous les nouveaux défis mondiaux, sans peur et préconceptions: les problèmes de migration, du trafic de drogue et la question de l'internet. Notre profonde croyance socialiste, pensa-t-il, était que notre plus grande ressource était le savoir, un savoir à partager entre tous pour le bénéfice de tout le monde. Le Costa Rica avait montré comment le respect de l'environnement pouvait être un avantage pour la croissance, et les pays nordiques avaient montré que les diverses traditions social-démocratiques pouvaient également être compétitives – le défi était la démocratie. Malheureusement, de nombreux gens, surtout les jeunes, avaient l'impression d'être aliénés du processus politique, et notre tâche était de les convaincre que la politique pouvait toujours changer le monde. Sinon, nous allions voir la croissance de mouvements populistes et d'extrême droite, la méfiance des institutions démocratiques, et la désobéissance civile ou même la violence, ce qui devait être évité.

L'IS, dit-il, avançait dans le changement de nos pratiques pour être à la hauteur de nouveaux défis de nos temps. Il félicita les trois co-présidents du groupe de travail sur la réforme, Eero Heinäluoma, Nouzha Chekrouni et Beatriz Paredes, et ceux qui avaient participé à cet effort. Lors des réunions du groupe de travail à Genève et Marrakech, il y avait parfois eu de vifs débats, ce qui était compréhensible vu l'importance de la question et des différentes perspectives. Le document produit par les co-présidents aidait à identifier les dilemmes concrets. Il en mentionna un, en particulier, qui concernait les élections pour la présidence de l'IS. Nous ne devons pas seulement être une source d'inspiration pour les citoyens progressistes à travers le monde, mais également un exemple de fonctionnement

démocratique. Il pensa que l'IS devait élire son président et Secrétaire général par des élections ouvertes lors du Congrès, ce qui devrait prendre effet en Afrique du Sud.

En conclusion, il dit que nous faisons preuve que notre mouvement était fort, créatif et dynamique, et bien que le Costa Rica se trouvait à une bonne distance de la Grèce, aujourd'hui nous pouvions sentir une atmosphère très chaleureuse d'une culture, solidarité et hospitalité partagée ici à San José.

Laura Chinchilla Miranda, Présidente de la République du Costa Rica, dit que c'était un grand honneur d'accueillir ces discussions importantes du Conseil de l'IS et elle souhaite chaleureusement la bienvenue aux participants dans ce pays de paix et de nature préservée.

Le climat turbulent du Costa Rica ainsi que ses prédispositions sismiques semblaient refléter les troubles politiques actuels où certains régimes arabes autoritaires résistaient aux appels des gens pour la démocratie, la liberté d'expression en Amérique latine était miné, d'innombrables citoyens dans des nations développées dénonçaient vivement les excès dans le secteur financier, et où l'accord mondial sur comment traiter le changement climatique n'avait toujours pas été trouvé. Mais la beauté naturelle de son pays était également un rappel d'espoir, dit-elle.

Dans cet esprit, elle souhaite réfléchir à la relation entre la paix, la démocratie et le développement durable et la voie du Costa Rica dans ces domaines. Elle était convaincue, comme tous les Costa Ricains, que le respect mutuel et la prudence étaient des aspects essentiels de la paix. Il y a plus de 60 ans, ils avaient aboli l'armée et avaient misé sur la paix. Ils s'étaient engagés à ne jamais causer d'infraction militaire envers un autre pays et encore moins envers leur propre peuple. Il était donc difficile d'expliquer l'agression militaire que son pays avait subie pendant plus d'un an par le Nicaragua ainsi que l'occupation d'une partie de son territoire par des brigades du Nicaragua. Ceci avait soumis à un test une fois de plus les convictions les plus profondes de son pays et leur indignation ne les avait pas mené à abandonner leur traditions pacifiques: leur seule défense était le droit international. Elle réitéra l'engagement du Costa Rica de vivre en paix avec ses voisins mais également sa volonté ferme de ne pas fléchir devant la défense de ses droits souverains.

La décision du Costa Rica d'abolir l'armée avait apporté ses bénéfices, aussi en termes de développement. Les gens étaient sans aucun doute la ressource la plus précieuse et chaque centime qui aurait été dépensé pour des armes ou des soldats allait vers la santé et l'éducation, résultant dans, malgré le revenu limité du pays, un développement humain exceptionnel, et l'augmentation de son revenu de faible à moyen.

La force et la qualité du développement des ressources humaines avaient permis au Costa Rica d'initier une ouverture unilatérale vers l'économie internationale, continua-t-elle, et ainsi ils disposaient d'une diversité de production et de croissance significative dans le commerce extérieur, leur économie était une des plus compétitives dans la région, et le pays était l'exportateur majeur de technologies en Amérique latine.

En plus du pacte social sur la paix, la démocratie et le développement humain, le Costa Rica avait un pacte avec la nature depuis 40 ans. L'abondance de ses forêts n'était pas seulement due à une terre généreuse mais également à un sentiment de responsabilité collective exprimé par les politiques de l'Etat sur la préservation environnementale. Pendant les années 70 le Costa Rica avait été en haut de la liste des déforestations, à présent avec 25% des domaines protégés et 40% du territoire national couvert de forêts, le pays était le meilleur protecteur de l'environnement aux Amériques. Quatre-vingt

dix pour cent de l'électricité provenaient de sources renouvelables et ils espéraient atteindre 100% en 2015. Le pays était déterminé à être un des premiers pays du monde à être neutre en carbone.

Malgré les raisons d'être fiers, Chinchilla continua-t-elle, les Costa Ricains étaient conscients des défis qui se posaient à leur capacité de conclure des accords, y compris sur le fait de rendre la structure fiscale plus ferme et progressiste, une plus grande efficacité de leurs institutions démocratiques ainsi qu'une réponse efficace au trafic de drogue et au crime organisé qui menaçait de nombreux pays dans la région. Ils agissaient avec confiance que des résultats bénéfiques sur toutes ces questions allaient survenir.

Les défis auxquels nos nations devaient faire face étaient à présent les mêmes que ceux du reste du monde, dit-elle, et nos efforts d'améliorer les politiques du gouvernement étaient également valables pour la gouvernance mondiale. Ils suivaient avec inquiétude les résultats de la crise financière de 2008 et la crise de la zone euro qui laissait des millions de gens sans travail ou espoir, tout cela dû à l'irresponsabilité des marchés et des Etats. La spéculation sans obstacles avait créé de véritables armes de destruction massive qui menacent le monde entier, et un des défis majeurs était de regagner la réglementation politique des marchés financiers.

Une autre source d'inquiétude, dit-elle, était l'échec international de se mettre d'accord sur des objectifs significatifs contre le réchauffement mondial pendant que chaque année notre planète perdait une surface forestière de la taille du Costa Rica et que les déserts s'agrandissaient à une vitesse deux fois plus grande. Ceci était une des crises les plus formidables qui confrontait l'humanité: inverser notre impact sur le climat tout en améliorant le bien-être des populations, et pour faire de la relation entre le développement et la conservation une relation de bénéfices mutuels.

Il était frustrant de voir que les objectifs du Millénaire pour le développement pour 2015 n'allaient pas être atteints tandis que les dépenses militaires s'élevaient à des millions de dollars par an, une somme suffisante pour éradiquer des maladies évitables, fournir l'éducation et l'eau potable pour tous et sortir les plus démunis de la pauvreté extrême, et laissant suffisamment d'argent pour payer pour la convention-cadre sur le changement climatique de l'ONU. Clairement, l'humanité devait réapprendre des principes qui nous permettraient de vivre en harmonie entre nous et avec la nature, et avant tout permettre que les aspirations des générations futures soient remplies. Ceci nécessitait un leadership qui reconnaissait la citoyenneté mondiale, et que ce qui était bon ou mauvais pour une personne était bon ou mauvais pour tous. Comme l'avait dit Maréchal McLuhan: « Il n'y a pas de passagers sur le vaisseau spatial terre. Nous faisons tous partie de l'équipage. »

Ces préoccupations mondiales offraient une nouvelle opportunité pour une réponse progressiste basée sur les valeurs fondamentales de notre mouvement: la responsabilité de l'Etat de remplir le contrat social de base à travers un dialogue vital et constant avec des citoyens informés et autonomes. Notre mouvement international avait toujours lutté pour l'égalité sociale et la cohésion et à présent nous devons renouveler notre réponse aux défis d'aujourd'hui, dit-elle. La social-démocratie devait faire face aux nouvelles réalités, sans oublier les dures leçons du passé et maintenir notre appel fondamental à l'humanisme, la solidarité et la paix. Notre tâche était de regagner la confiance de nos citoyens dans les principes qui avaient donné naissance à ce mouvement, et de faire preuve du courage politique et de l'honnêteté nécessaires pour leur redonner espoir.

Telle était la grande responsabilité confrontant notre Conseil international, conclu-t-elle. Elle souhaita un travail fructueux à cette réunion marquée par la responsabilité et solidarité dans ce moment historique qui était tumultueux, mais également porteur d'espoir.

Première session de travail, matinée du 23 janvier

Premier thème principal: REDEFINIR LES MARCHES DANS UNE DEMOCRATIE ET SURMONTER LA CRISE PAR LA CROISSANCE DANS L'ECONOMIE REELLE

Luis Ayala introduit le premier orateur, **Álvaro Colom**, qui venait de quitter la présidence du Guatemala après avoir tellement contribué, en tant que Président et en tant que leader de l'UNE, à la consolidation des libertés démocratiques au Guatemala et à la possibilité de progrès vers l'égalité dans une société si divisée.

Álvaro Colom, Guatemala, UNE, dit que lorsqu'il était devenu Président, son pays avait eu des gouvernements de droite pendant 57 ans, et que depuis l'invasion des Etats-Unis en 1954, le Guatemala avait eu une histoire très compliquée avec des conditions menant à une guerre civile qui avait duré 36 ans jusqu'à ce qu'un accord de paix soit enfin signé en 1996. Bien que le Guatemala fût un pays riche, les politiques néolibérales avaient propulsé les indices sociaux dans une spirale descendante d'illettrisme et de manque de soins de santé ou accès à l'éducation. Son gouvernement avait immédiatement formé un Conseil de cohésion sociale pour traiter ces problèmes, réduisant la mortalité maternelle de 58% en 2011 et baissant la mortalité néonatale de 167 en 2007 à 42 en 2011, et réduisant la malnutrition chronique, qui avait été un fléau historique, de manière significative. Il espéra que ces changements radicaux allaient continuer.

Il était le seul président à avoir été élu au Guatemala en perdant la ville capitale mais en gagnant le soutien du reste du pays. Il dit avoir quitté la présidence avec grande préoccupation parce que pour la première fois, il y avait eu la possibilité d'un deuxième mandat, mais, dû à des machinations politiques concernant le droit de s'enregistrer de la première dame, les partis conservateurs l'avaient emporté.

Pendant ces quatre années comme président, continua-t-il, les budgets pour l'éducation et la santé au service de la société guatémaltèque avaient été doublés. Mais il y avait un défi naissant dans le fait qu'à présent il y avait cinq généraux en prison pour avoir ordonné des massacres pendant la longue guerre civile, 35 personnes responsables des grosses fraudes fiscales et prêt de la moitié des parrains de trafic de drogue locaux étaient en prison ce qui avait rompu la culture de l'impunité. Il était le seul président dans l'histoire du Guatemala à avoir osé lutter contre la corruption dans l'armée et deux généraux supplémentaires devraient bientôt aller en prison.

En plus de la lutte contre la pauvreté et l'impunité, il y avait également eu une réduction du nombre de meurtres qui avait augmenté entre 2002 et 2009 mais avait commencé à baisser à partir de la deuxième année de sa présidence.

Bien que le Guatemala fût touché par la crise financière, et que huit banques s'étaient écroulées pendant les deux mandats présidentiels précédents, il avait à présent une économie solide parce que sa présidence était restée indépendante. Il n'y avait pas eu de nominations au cabinet du secteur privé comme cela s'était fait auparavant, et le ministre des finances n'était ni banquier, ni de ce secteur. Ils avaient augmenté les recettes fiscales de 15% en 2011 mais avaient échoué à réformer le système fiscal.

Parler de réformes fiscales était une invitation à un coup d'Etat. Bien qu'ils aient perdu les élections, les pouvoirs municipaux et législatifs restaient en place, et il appela l'IS à surveiller les développements au Guatemala afin d'empêcher un retour à l'impunité et à la pauvreté. Les pauvres avaient toujours été sa priorité, les gens avaient été autonomisés et il salua les efforts des femmes de défendre leurs propres programmes sociaux.

Colom remercia le Secrétaire général de l'IS pour son aide dans les accusations compliquées contre lui et sa femme de la part d'un chef de l'armée afin de ne pas avoir à apparaître lui-même devant la cour.

Il a donné un plaidoyer vibrant pour une large attaque contre le problème général de la drogue, disant que pendant son mandat ils avaient saisi environ treize milliards de dollars provenant de trafics de drogue, comparé à un milliard pendant la période précédente, mais cela ne représentait même pas 5% de ce qui traversait l'Amérique centrale. Sur les 125.000 armes saisies par le Président Calderón, dit-il, 85% provenaient des Etats-Unis. Il demanda qui pouvait garantir que ces armes n'allaient pas continuer d'inonder la région. La part de responsabilités dans ces marchés devait être reconnue et la consommation de drogues, les mouvements financiers, ainsi que les armes devaient être contrôlés.

Colom raconta comment un jeune policier avait arrêté une caravane de trafiquants de drogue et avait été offert un immense pot-de-vin mais avait tout de même arrêté le chef de la mafia qui pouvait être extradé. Colom avait décoré ce jeune homme mais avait également dû le reloger à un différent endroit.

Tous les présidents d'Amérique centrale, dit-il, étaient convenus que le trafic de drogue était le fléau de la région. Il se demanda, ainsi que Calderón, comment seraient les choses si l'Amérique centrale et le Mexique se trouvaient de l'autre côté du Canada, peut-être qu'ils vivraient alors en paix. Il exhorta les organisations internationales à se concentrer sur cette tragédie qui se répandait au Guatemala et au Honduras et qui bientôt allait devenir la norme en Afrique. Il y avait déjà le cartel des Zetas au Pérou et bientôt ces cartels internationaux allaient devenir mondiaux.

En plus de la lutte contre la pauvreté, dit-il, nous devons assurer que le macroéconomie continuait à tourner puisque pour la première fois le Guatemala faisait des affaires avec le Chili et la Colombie et une coopération avec le Sud-Soudan avait été établie.

Sur le sujet du changement climatique, il dit que le Guatemala était le troisième pays le plus vulnérable au monde, et avait déjà souffert de 109 jours d'urgence à cause de fortes pluies en 2009. Ils restaient engagés dans la cause de combattre le crime organisé, et pour la surveillance par le système financier international comme l'avait demandé les Nations-unies. Dans quatre ans ils seraient de retour au pouvoir, conclu-t-il.

Luis Ayala assura Colom de la solidarité de l'IS et le remercia de sa contribution.

Sigfrido Reyes, El Salvador, FMLN, souhaite à tous la bienvenue à San José et en Amérique centrale, maintenant que la région était pacifique et poursuivait la consolidation des institutions démocratiques ainsi que l'éradication de la pauvreté qui avait persisté pendant des centaines d'années. Après des décennies de dictatures militaires, de violations de droits de l'homme et du massacre de 600 autochtones au Guatemala, la prix Nobel Rigoberta Menchú avait dit qu'ils surmontaient enfin l'impunité.

Jusqu'à récemment, les auteurs de ces crimes apparaissaient devant les cours et demandaient le pardon des gouvernements progressistes, mais les survivants et familles des victimes devaient savoir ce qui s'était passé et qui ils allaient pardonner afin d'accorder un réel pardon chrétien.

A l'occasion de cette réunion de l'IS il se rappela de Dr. Guillermo Manuel Ungo, un grand leader social-démocrate d'Amérique latine, dont la lutte incessante pour la paix et la démocratie avait enfin été reconnue à titre posthume par l'Etat et le parlement. Mais la paix ne voulait pas seulement dire l'absence d'armes mais également la justice, l'inclusion, le respect des droits de l'homme et l'égalité dans l'Etat de droit.

A présent, dit-il, des pays de l'Amérique centrale comme l'El Salvador, le Guatemala ou le Honduras faisaient face à de nouveaux défis, après avoir été sujets à une terrible expérience appelée le Consensus de Washington qui avait imposé un modèle économique dans lequel le marché était devenu Dieu. Les compagnies téléphoniques et d'assurance avaient toutes été vendues et l'Etat était devenu minimum. Mais au lieu que le marché redresse les choses, la réduction de l'investissement social et de la protection de l'environnement les avait rapproché de la catastrophe. Cette région, avec la plus grande biodiversité au monde, se trouvait à présent en péril.

Ces dernières années, des gouvernements progressistes avaient pris le contrôle, comme venait de le dire Président Álvaro Colom, et le FMLN en El Salvador investissait également dans ceux qui avaient été oubliés avec pour objectif d'éliminer l'illettrisme et la pauvreté. Ceci nécessitait des ressources bien sûr. En El Salvador, ils avaient approuvé une réforme fiscale pour corriger la disparité extrême entre les taux d'imposition par lesquels les riches payaient 10% et les pauvres 30%, mais faire cela et donner la priorité aux politiques sociales était aussi pour éviter des attaques brutales. Ils étaient déterminés toutefois, après une si longue lutte, de mettre en œuvre ces changements.

Il souligna l'importance de reconnaître les risques d'un retour à l'autoritarisme. Il craignait que l'Amérique centrale, sans être des producteurs de drogue ou de grands consommateurs, devienne involontairement la frontière dans la lutte contre le trafic de stupéfiants à cause de la décision des Etats-Unis de mener la lutte là-bas. Ils renforçaient la police et leur système juridique, mais restaient toujours les victimes. Il se joint à Colom en insistant que les pays qui demandaient et consommaient ces drogues prennent leurs responsabilités. Les lois de l'économie montraient que l'offre répondait à la demande.

Il demanda pourquoi les cartels de drogue s'appelaient tous comme des lieux au Mexique ou en Amérique centrale, et jamais comme des lieux en Amérique du Nord où les drogues étaient vendues et consommées, et où il était permis de vendre et d'exporter des armes.

Le changement climatique continua Reyes, était déjà arrivé en Amérique centrale. En El Salvador, il avait plu pendant seulement dix jours en octobre dernier, mais la quantité de pluie qui d'habitude tombait dans une saison de pluie entière était tombée sans répit, causant une perte d'environ 2% du PIB. Sa région ne faisait pas partie de celles produisant le plus d'émissions, et pourtant, elle souffrait de l'impact et il était donc particulièrement important pour l'IS d'aborder ce sujet lors de cette réunion.

Un autre défi était celui de la crédibilité politique et comment motiver les jeunes. La majorité silencieuse, qui n'était pas si silencieuse sur les réseaux sociaux, se tournait vers nous pour plus qu'une simple éloquence. Elle voulait de l'action. Il avait remarqué au Chili récemment le contraste entre les jeunes dans la rue et les partis politiques et leur faible crédibilité. Quand la politique échouait, l'autoritarisme,

le populisme et la démagogie naissait. Pour son pays, une jeune démocratie, il était essentiel que les institutions obtiennent des bons résultats dans la résolution de problèmes.

En conclusion, il dit qu'il espérait que la solution à la crise financière européenne n'allait pas réduire les dépenses sociales ou éroder l'Etat providence; et que l'IS allait s'engager encore une fois pour les principes d'égalité, de progrès social, de paix et de fraternité. La démocratie ne venait pas par des bombes ou l'invasion, chaque pays devait définir son propre régime politique et le système de ses dirigeants. Il remercia le Conseil pour son aide dans les réussites en Amérique latine et demanda que la solidarité ne cesse jamais de continuer.

Luis Ayala remercia les deux derniers orateurs pour leur engagement actif, rappelant les nombreux grands débats que l'IS avait tenus en Amérique centrale au fil de nombreuses années.

Cuahtémoc Cárdenas, Mexique, PRD, Président honoraire de l'IS, remercia d'abord le PLN du Costa Rica pour son hospitalité, et exprima son admiration pour la défense du peuple grec par Président Papandreou contre l'agression des grands secteurs financiers.

Il dit avoir récemment lu sur la visite à Berlin du premier ministre italien lors de laquelle il avait dit que les politiques d'austérité faisaient souffrir le peuple italien et que bientôt, si des meilleurs moyens n'étaient pas trouvés, il allait y avoir des manifestations contre l'UE, contre l'Allemagne et contre la Banque centrale européenne, et il avait appelé à mettre fin à ces politiques d'austérité. Cárdenas pensait que la situation dans de nombreux pays européens était similaire à celle dans laquelle s'était trouvée la plupart des pays d'Amérique latine pendant les trente dernières années sous l'imposition du Consensus de Washington, qui avait provoqué beaucoup de pauvreté, un chômage élevé et le démantèlement des institutions.

Au Mexique, ces politiques avaient été appliquées dès le début des années 1980. Tous les continents avaient été touchés par la crise de 2008 et des politiques soi-disant anticycliques étaient appliquées pour surmonter l'impact négatif. Au Mexique, ils avaient annoncé qu'un milliard de dollars avait été mis de côté pour la construction essentielle d'une raffinerie de pétrole faisant partie du programme de travaux publics. Mais contrairement à des pays qui s'étaient remis, le Mexique n'avait pas repris, et ce programme n'était que des mots vides. Le fait était que le Mexique continuait un processus de désindustrialisation et de démantèlement des institutions, et un marché de plus de 100 millions d'habitants avait été abandonné à des producteurs de l'étranger. Après 11 ou 12 ans d'administration PAN réactionnaire et conservatrice, dit-il, près de deux-tiers des gens vivaient en pauvreté et 25% de la population n'avaient pas suffisamment à manger.

L'inégalité augmentait, continua-t-il, et le revenu des 10% les plus riches était 32 fois plus élevé que celui des 10% les plus pauvres ce qui n'était pas le plus mauvais en Amérique latine, mais au Mexique aucune mesure n'était prise pour traiter les causes de la pauvreté ou pour réduire l'inégalité.

La croissance au Mexique était très lente et il y avait eu une croissance négative d'environ 7% en 2009, avec une légère amélioration depuis, mais plus sérieux était la croissance dans le trafic de stupéfiants. Depuis 2006, sous Président Calderón, le trafic de drogue et la lutte contre ce trafic par le gouvernement avait fait 50.000 morts. L'effet socio-économique était une détérioration sociale, la violence, pauvreté et une perte de contrôle par l'Etat mexicain alors que de plus en plus de domaines étaient impliqués et que le commerce et les producteurs agricoles étaient touchés.

Les secteurs progressistes du pays avaient souligné le besoin de politiques qui créaient des emplois; depuis la crise de 2008, un million d'emplois formels avaient disparus. Ils recherchaient un changement profond dans les politiques de l'Etat pour permettre une réforme fiscale qui toucherait surtout les revenus élevés. La collecte actuelle de 10 à 12% du PIB était absolument insuffisante pour leurs objectifs travaillistes et sociaux.

Il souligna que le problème du crime organisé et du trafic de drogue devait avoir priorité, ainsi que les extorsions et enlèvements qui s'en suivaient, et qui touchaient la vie quotidienne de citoyens ordinaires. Il exhorta une coordination internationale et des renseignements pour contrer le blanchissement d'argent et le trafic d'armes, surtout avec les Etats-Unis, mais aussi au niveau mondial.

La situation en Amérique centrale, au Mexique et aux Caraïbes était différente de celle au Cône sud de l'Amérique latine. Il n'y avait pas d'intégration réelle avec les Etats-Unis mais il y avait une dépendance et une subordination. Il dit qu'un effort devait être fait pour aider l'intégration avec les pays du sud dans les objectifs partagés de solidarité et de paix. La communauté des Etats d'Amérique latine pourrait aider les pays de la région pour faire face aux différents problèmes de leur développement, et il proposa que l'IS puisse voir quelle politique commune pourrait être poursuivie avec les partis au gouvernement pour renforcer les efforts des pays individuels pour résoudre les problèmes du peuple.

Alfred Gusenbauer, Autriche, SPÖ, attira l'attention des participants sur le projet de déclaration sur le premier thème principal. Ce projet se basait sur le rapport du Groupe de travail de l'IS avec Professeur Joseph Stiglitz, dit-il, et offrait des réponses aux questions auxquelles nous devons faire face.

Il a passé en revue le développement de la crise des prêts en une crise financière dont la plupart pensaient qu'elle serait terminée en 2009. Mais rien n'avait été fait pour réglementer les marchés financiers ou pour limiter l'exubérance de certains de ces éléments. Peu après, la crise avait réapparu sous forme de dette souveraine en Europe et comme crise politique et économique massive. Cette deuxième vague avait commencé en Europe mais le taux de croissance mondial pour 2012 était prévu de baisser à 2,5% et avec le manque de demande aux Etats-Unis et en Europe la croissance se ralentissait dans les marchés émergents et dans des pays qui dépendaient de l'exportation des ressources naturelles.

Il dit que nous devons être clairs que la source de ces problèmes provenait de l'extrême faiblesse du système politique en général ce qui avait permis aux marchés financiers de devenir encore plus puissants que les entreprises multinationales. Si l'on regardait les taux d'intérêts que certains gouvernements européens devaient payer, il était clair que George Soros avait dit vrai en disant que payer ces taux d'intérêts faisait de l'homme le plus riche un homme pauvre. Il n'y avait pas d'économie qui pouvait gagner suffisamment rien que pour payer les taux d'intérêts, sans mentionner l'endettement. Un cercle vicieux se mettait en place lorsque les gouvernements devaient payer ces taux d'intérêts afin de trouver du capital neuf pour rééchelonner leurs dettes tout en réduisant en même temps les dépenses publiques aux dépens de la croissance. Il ne connaissait pas d'exemple dans l'histoire économique où des économies qui se contractent étaient capables de rembourser leurs dettes. En Grèce, par exemple, la dette était de 140% du PIB, mais après des réductions douloureuses des dépenses publiques le ratio dans trois ans sera de 166%. Il demanda qui voudrait bien acheter une telle ordonnance.

L'IS, continua-t-il, devait être critique en général et envers elle-même. C'était à cause du manque de socialisme et de solidarité européens que la Grèce se trouvait dans cette situation désastreuse. Il y avait suffisamment de richesse en Europe pour consolider le problème économique grec mais dû aux échecs de certains gouvernements conservateurs de se mettre d'accord sur le premier plan de sauvetage, la possibilité qu'un membre de la zone euro soit incapable de rembourser ses dettes existait et même la possibilité de devoir quitter la zone euro.

Pour la première fois, les marchés avaient reconnu qu'ils pouvaient forcer un pays hors de la zone euro et cela avait déclenché une panique persistante: Standard et Poor venaient d'annoncer que même la note de la France, l'Autriche et d'autres pays membres de l'UE était abaissée, même si cela n'avait pas grandement impressionné les marchés. La question était de savoir si les instruments pour gérer la crise allaient être dissolus par certains acteurs dans les marchés financiers.

L'intégration incomplète de l'Europe avait mené au dilemme d'une monnaie unique mais sans politique économique commune ou de gouvernement européen légitimé démocratiquement. Il mit en garde contre un gouvernement économique composé d'experts parce qu'une politique économique servant tous les intérêts au même niveau n'existait pas tout, simplement. Les politiques économiques devaient être décidées démocratiquement par des élections mais les élus devaient avoir la possibilité de diriger et changer les choses. La plupart des capacités décisionnelles avaient été retirées des gouvernements élus de manière démocratique par des institutions obscures des marchés financiers qui étaient influencées uniquement par ceux possédant les moyens, provoquant ainsi une dé-démocratisation fondamentale du système politique. Afin de redonner un sens à la politique nous devons reconquérir la capacité décisionnelle dans une économie de marchés financiers globalisés. La participation dans la politique baissait parce que les gens ne croyaient plus que leur vote allait changer quelque chose.

En conclusion, il dit que l'essentiel du texte proposé était de clarifier que nous avons le choix entre des marchés financiers et la démocratie: un choix basé soit sur la richesse ou sur les droits de l'homme fondamentaux indépendamment des possessions matérielles. L'attitude social-démocratique rassemblait l'économie, la démocratie et le respect des droits de l'homme.

Fin de la première session de travail.

Deuxième session de travail, après-midi du 23 janvier

Premier thème principal: REDEFINIR LES MARCHES DANS UNE DEMOCRATIE ET SURMONTER LA CRISE PAR LA CROISSANCE DANS L'ECONOMIE REELLE - continuation

Hermes Binner, Argentine, PS dit que son pays avait vécu une crise profonde en 1991, et avec la participation du PNUD, d'autres parties et de l'Eglise, ils avaient été capables de développer une série de propositions importantes qui, bien qu'elles fussent difficiles à mettre en œuvre, avaient apporté des améliorations à partir de 2001. Du progrès avait été fait dans l'emploi et des taux de production plus élevés. Ils avaient également un taux de pauvreté de 25%, et 7% de pauvreté extrême. La moitié des enfants du pays se trouvaient dans ces 25% de familles pauvres, et un million de jeunes ne travaillaient pas ou ne faisaient pas d'études. Le développement de l'Argentine n'était donc pas allé de pair avec le développement social. Il y avait des faiblesses traditionnelles telles que les méthodes plutôt populistes de l'administration, marginalisant la participation des citoyens, et prenant les décisions au niveau central sans transférer des ressources aux provinces concernées. Le manque de transparence dans les procédures parlementaires favorisait le développement d'éléments non-démocratiques.

Il y avait d'autres grandes transformations qui prenaient place en général, et la démocratie n'était plus la même, ni l'était l'Etat ou la société. La mondialisation économique subordonnait l'économie et la culture à la consommation débridée et en plus des effets sur nos attitudes, le gaspillage des emballages qui accompagnait cette consommation excessive générait un épuisement définitif des ressources. Nous devons consolider des propositions qui nous permettraient d'afficher notre position dans le temps et l'espace, une expérience humaine que nous étions en train de perdre dans la concentration exclusive sur la consommation d'aujourd'hui.

Bien sûr nous devons prendre soin des ressources naturelles et l'environnement. En Argentine ils avaient le problème de l'exploitation minière destructrice. Du cyanure était utilisé dans l'extraction de l'or ce qui empoisonnait l'eau. Il demanda comment on pouvait prétendre protéger l'environnement quand de telles choses étaient permises alors que c'était le capital qui était défendu à tout prix.

En Allemagne, souligna-t-il, le bien-être avait été apporté par l'Etat providence socialiste qui avait dû être financé par des impôts. A présent, avec le démantèlement et l'affaiblissement de l'Etat providence, les gens n'allaient plus avoir la possibilité d'exercer leurs droits, les réseaux sociaux qui fournissaient l'éducation, les soins de santé et l'inclusion social devenaient plus faibles. Le socialisme faisait face à un énorme défi: proposer des alternatives et une feuille de route pour sortir de la situation actuelle et un moyen pour les Etats de gérer le déficit causé par l'effondrement du marché financier.

Nous devons nous préparer pour un nouvel environnement avec des propositions complexes, dit-il, et nous avons besoin de participation parce que sinon il n'allait pas y avoir de changement mais nous devrions toujours faire preuve de notre plus haut respect envers le capital. Les un million de personnes qui ne travaillaient ou n'étudiaient pas, étaient toujours actifs dans l'économie informelle ou criminelle. Nous devons résoudre les problèmes auxquels les jeunes faisaient face puisque cela apporterait une plus grande sécurité. Les libéraux allaient dire que la coupe débordante allait ruisseler vers le bas, mais la feuille de route pour le socialisme devait inclure la science et les technologies au service d'un développement social et économique intégré. Là, se trouvait le point de départ pour la reprise du socialisme. Le changement, une idée qui était intrinsèque au socialisme, devait être démocratique afin de générer le bien-être du peuple et l'égalité pour tous. Le socialisme aujourd'hui, pouvait donner un sens à la vie parce qu'il traitait les hommes et les femmes comme des êtres humains et créatifs, et pas seulement comme consommateurs. Le socialisme pouvait fournir les moyens pour construire l'Argentine qu'ils méritaient.

Binner dit qu'il était content de la décision prise par le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes à Buenos Aires en 2010 de soutenir la décision de Mercosur de fermer tous les ports à tous les bateaux avec un drapeau des îles Malouines ainsi que la décision de l'OEA d'inviter à un dialogue sur ces îles. Les points de vue du Conseil de sécurité des Nations unies et de l'Assemblée générale sur la décolonisation de ces territoires étaient très importants. Les deux partis membres argentins soutenaient le dialogue comme moyen pour résoudre le conflit entre l'Argentine et le Royaume-Uni.

Remerciant tout le monde pour cette opportunité de continuer la lutte, il dit que s'il y avait des partis qui pouvaient construire, intégrer et être progressiste, c'étaient les partis de l'Internationale Socialiste.

Zita Gurmai, Hongrie, MSzP, dit qu'elle était honorée de représenter le Parti socialiste européen ainsi que l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au parlement européen mais qu'elle était bien sûr aussi une socialiste hongroise.

Elle considérait cette réunion comme importante puisque les socialistes regardaient au-delà de l'économie. Là, où les intérêts spéciaux du Tea party et des Républicains anti-taxe avaient profité de la situation, nous étions prêts à réparer ce qui était cassé et montrer à quel point les conservateurs avaient échoué.

La crise financière, économique, sociale et démocratique était mondiale, dit-elle, ne se limitant pas à l'Europe, et ses causes étaient complexes. Nous voulions que les gouvernements se concentraient sur les intérêts communs des gens et non pas sur des intérêts particuliers et des lobbies. En tant que membre du parlement européen, elle était particulièrement inquiète de la gestion catastrophique de la part de la majorité conservatrice en Europe, qui était une partie majeure du problème, et un obstacle à une solution mondiale. Faisant trop peu trop tard, ils avaient permis à l'Europe de devenir un risque pour le reste du monde. Leurs politiques étaient toujours à caractère partial et égocentriques et donc incapables d'offrir une solution équilibrée à nos problèmes.

Les socialistes dans toute l'Europe avaient travaillé sur la question des fonds spéculatifs et d'investissement privé, réclamant des réglementations pour protéger le système financier et l'économie réelle. Les conservateurs étaient peut-être trop occupés avec leur populisme, appelant la taxe sur les transactions financières comme irresponsable, mais à présent la Commission européenne la soutenait au niveau de l'UE et même Nicolas Sarkozy, basé sur des considérations électorales, avait décidé de l'approuver. Ceci n'était pas la bonne manière de raisonner sur la politique, dit-elle, notre vision était une vision globale, où la justice, solidarité, bon sens et intérêt commun venaient en premier.

Elle et ses collègues s'étaient ensuite penchés sur la question des agences de notation dont la puissance non démocratique ne connaissait pas de barrières. Les conservateurs les avaient poursuivis étape après étape, et avec les élections qui approchaient ils offraient un populisme total ouvrant la porte à l'extrémisme et au nationalisme. A présent, même certaines démocraties en Europe, comme son propre pays, se retrouvaient en danger.

Malheureusement ceci n'était pas les seuls problèmes auxquels ils faisaient face: ils avaient appelé à la création d'euro-obligations mais les conservateurs semblaient incapables de considérer toute chose publique ou commune, tout ce qu'ils souhaitaient était de protéger leurs intérêts personnels et particuliers. Les nombreux échecs des conservateurs se réduisaient tous à leur obsession avec l'austérité et leur manque de sincérité concernant le gouvernement dans sa totalité. L'absence d'une stratégie conservatrice de croissance était très décevante, continua-t-elle, et le plan de créer des nouveaux emplois était une catastrophe, surtout en ce qui concernait le chômage des jeunes. Elle était contente de voir des jeunes collègues à cette réunion alors que de si nombreux jeunes européens étaient au chômage. Elle pensait que l'obsession depuis 20 mois sur l'austérité allait finalement être perçue comme une possibilité bloquée par l'idéologie conservatrice dans un échec du gouvernement de faire ce qu'il avait été créé pour: servir le peuple.

Le coût de l'échec sera une fois de plus payé par les gens ordinaires, continua-t-elle, s'il allait y avoir une autre récession cette année ou l'année prochaine, ce qui, grâce aux conservateurs, semblait le cas. La crise de 2008 avait causé une récession de 4% dans l'UE en 2009. La croissance était de presque 0% ces derniers six mois et le chômage avait augmenté avec 23 millions de chômeurs dans l'UE, six millions de plus qu'en 2008. La réponse de la droite était toujours l'austérité et rien d'autre et clairement cela ne fonctionnait pas.

Il était temps pour un changement, dit-elle. Les Européens étaient inquiets pour leur avenir, en colère d'être les victimes d'une crise qu'ils n'avaient pas causée, et contre l'austérité imposée par des intérêts conservateurs pleinement protégés par des gouvernements conservateurs. Les gens commençaient à comprendre que les conservateurs leurs avaient mentis en camouflant des intentions cachées contre le bien commun. Afin que le gouvernement soit de nouveau en faveur des gens, nous devions replacer la croissance et les emplois au centre de l'agenda politique et faire de la reprise économique et de la croissance durable à long terme les objectifs principaux des politiques publiques. Sachant que certaines mesures pouvaient être pénibles, tel était le chemin pour rendre chaque Etat membre plus sain et leurs finances publiques plus stables, dans le cadre d'une politique équilibrée du partage équitable des charges.

La réponse de l'UE à la crise avait toujours du retard; les conservateurs refusaient d'adopter un plan européen de l'emploi ou d'investir des fonds disponibles dans la croissance et les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre. Mais nous avions une alternative, un plan qui était économiquement viable, socialement équitable et activement démocratique. Elle pensait que l'Europe était entre les mauvaises mains et manquait à ses devoirs envers le monde, mais il était temps à présent pour une nouvelle majorité progressiste pour remettre l'Europe sur la bonne voie: il y avait un président socialiste au parlement européen, Martin Schulz, soutenu par un fort leader du groupe S&D, Hannes Swoboda, et le nouveau leader du PSE, Sergei Stanishev; le gouvernement du Danemark était présidé par une grande femme social-démocratique Helle Thorning-Schmidt ; nous étions au pouvoir en Autriche, en Belgique et en Finlande, et sans aucun doute nous allions retourner au pouvoir en France, Allemagne, Slovaquie et en Lituanie, et nous devions assurer que l'OIT avait une dirigeante socialiste responsable dans la personne de Mona Sahlin. Le vent politique tournait, des nouvelles majorités étaient formées et nous allions continuer d'avancer par des chemins progressistes pour sortir de la crise. Notre plan était prêt et clair, un plan qui allait créer des emplois, la croissance et des finances publiques stables. Nous étions prêts à prendre nos responsabilités et à faire revivre une Europe de prospérité, de confiance et d'espoir.

Carlos Vieira da Cunha, Brésil, PDT, Vice-président de l'IS, disant que son parti était un membre de plein droit de l'IS depuis 1989, souhaitait rendre hommage à leur ancien leader, Leonel Brizola, qui avait voué sa vie à l'accomplissement des idéaux de l'IS, la lutte contre l'inégalité, et avait passé 15 ans en exil à cause de la dictature militaire. Da Cunha se sentait honoré de prendre la place de Brizola dans le Présidium de l'IS. Il remercia tous les camarades qui avaient participé au Comité pour l'Amérique latine et la Caraïbe de l'IS à Porto Alegre en octobre dernier.

Sur le thème principal, il dit que le Brésil pouvait servir comme point de référence pour surmonter la crise: il avait terminé en sixième position de l'économie la plus large en 2011, surpassant le Royaume-Uni, et ayant généré plus de deux millions d'emplois formels. Il était fier de dire que le PDT faisait partie de la coalition de Dilma Rousseff et que le ministère du travail était sous la responsabilité de son parti pendant cinq ans. Le Président du PDT Carlos Lupi avait été le ministre de l'emploi jusqu'en décembre et avait fait un travail compétent et dédié. Le salaire minimum au Brésil était à présent l'équivalent de 345 USD, augmentant le pouvoir d'achats des travailleurs, mais sur les 190 millions d'habitants du Brésil six millions d'entre eux vivaient toujours dans la pauvreté absolue.

Les Brésiliens étaient fiers, comme l'était le peuple du Costa Rica, d'avoir élu une femme comme présidente dont la priorité absolue était de fournir un filet de sécurité pour le peuple. La présidente du Brésil avait inclus plus de 325.000 familles dans le programme des Bolsa Familia, une allocation familiale qui fournissait le virement direct d'argent aux familles pauvres pourvu qu'elles continuent à envoyer leurs enfants à l'école. Cela aidait plus de 13 millions de familles brésiliennes et était considéré comme

le plus grand programme dans ce secteur et un contributeur majeur à la réduction de l'inégalité sociale au Brésil.

Un autre programme avec un impact sans égal, était le plan de logement Minha Casa, Minha Vida (ma maison, ma vie). En 2011, l'administration de Rouseff avait construit 400.000 maisons et 500.000 étaient en construction. Le gouvernement fédéral avait financé la construction de 1.500 centres de garderie d'enfants et de crèches et fournissait les ressources pour en construire 1.500 dans l'année courante.

L'accès à l'éducation post-obligatoire et à l'enseignement supérieur avait été démocratisé avec un million de bourses d'études dans des universités privées et huit millions de places dans des écoles techniques. Le Brésil avait toujours beaucoup de chemin à parcourir avant de devenir le pays de leurs rêves, un Etat souverain socialiste, mais ils étaient sur le bon chemin. L'administration de Lula avait fait sortir 28 millions de la pauvreté absolue et 36 millions dans la classe moyenne. De tels chiffres justifiaient leurs politiques publiques.

Da Cunha exhorta une solidarité spéciale avec les nations qui souffraient le plus de la crise financière internationale. Avec le chômage qui grimpait et l'avenir des jeunes qui était en risque, il souhaitait que ces gens soient bientôt libérés des chaînes du FMI et de ses recettes inefficaces ordonnées par des bureaucrates insensibles. Le Brésil avait déjà avalé cette pilule amère dans les années 90 et n'avait pas reçu d'aide. Pour surmonter la crise, le rôle de l'Etat en tant que promoteur du développement et régulateur de marché devait être renforcé, ainsi que les programmes sociaux pour réduire les inégalités et augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs pour stimuler le marché national. Bref, nous devons croître pour contrer la crise. Dans ce moment délicat, les socialistes devaient fermement rejeter les anciennes formules inefficaces et réaffirmer avec engagement nos convictions les plus profondes. Il affirma qu'un monde différent était en effet possible, un monde de solidarité et de coexistence pacifique entre les peuples et nations, et un monde où la pauvreté absolue serait un phénomène du passé.

Pia Locatelli, Présidente de l'ISF, Vice-présidente de l'IS, Italie, PSI, dit que ces dernières années les socialistes avaient travaillé pour rester en phase avec le monde changeant dans le domaine économique et financier, mais bien que l'intention fût de promouvoir la croissance et d'équilibrer la distribution de manière plus équitable ils avaient fini par plus ou moins accepter les principes néolibéraux qui comportaient des lourdes conséquences pour le peuple. 20 millions de personnes étaient au chômage en Europe, avec pire à venir, et la distribution des ressources devenait de plus en plus injuste. Un résultat positif de la crise peut-être était la prise de conscience des limites d'un marché non réglementé qui n'avait aucune conception de la solidarité, de l'égalité ou de l'opportunité. Il était notre devoir en tant que socialistes et sociaux-démocrates de donner un contenu réel à ces mots. En tant que Présidente de l'ISF, dans un monde où 80% des pauvres étaient des femmes, elle voyait comme but de cette lutte politique de pouvoir garantir l'éducation, l'emploi, et la possibilité de pouvoir construire un avenir, de donner un sens positif au mot égalité et de montrer que la diversité était une richesse.

L'éducation et l'emploi, dit-elle, étaient les mots clés dans la lutte pour éradiquer la pauvreté et cela s'appliquait aux femmes et aux jeunes. En Italie, 98,4% des hommes de moins de 45 ans, avec un diplôme et vivant dans certaines régions du pays, avaient un travail. Mais seulement 25% des femmes de moins de 35 ans, vivant dans les régions du sud, avaient un emploi. Donc des hommes avec certaines caractéristiques avaient quatre fois plus de chances de trouver un emploi que des femmes peu éduquées vivant dans des régions périphériques. Le besoin d'une bonne éducation publique était une

priorité ainsi que les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Nous devons également aborder le fossé géographique et la question de jeunes générations. Il n'y avait rien de plus stupide que de ne pas investir dans l'avenir. Si la jeune génération était exclue et ne pouvait pas construire le projet de leurs vies, nous ne perdions pas seulement une génération mais nous établissions un échec et la faillite nationale. Elle souligna les effets cumulatifs pour certaines personnes provenant de la discrimination des femmes, des jeunes et des immigrés.

Du fait que 80% des femmes étaient pauvres, continua-t-elle, notre priorité devait être les droits de la femme, y compris les droits sexuels et reproductifs que l'ISF venait de discuter ici à San José. L'Amérique latine et la Caraïbe avaient fait du progrès ces dernières années sur la question de l'égalité des genres. Il y avait un nombre significatif de femmes dans leurs parlements, et quelques femmes présidents, mais la question des droits reproductifs et sexuels des femmes était moins positive. Il y avait un contrecoup dans ce domaine, surtout en ce qui concernait la législation sur l'avortement. La décision d'avoir un avortement n'était pas une décision heureuse, le résultat d'un échec du planning familial, mais c'était encore pire lorsqu'une femme risquait sa vie ou la prison en voulant un avortement. Ceci survenait si les services ne fonctionnaient pas correctement, ou si la législation était punitive plutôt que de la soutenir. Elle appela aux partis membres de s'engager pour changer cette situation. Elle demanda au Comité Ethique de l'IS de continuer de surveiller ce qui se passait dans des situations familiales, et pour aider à corriger les mauvaises attitudes qui se traduisaient par la mort pour certaines femmes pauvres, tandis que les femmes riches pouvaient toujours trouver une solution. Elle exhorta les participants de lire la résolution de l'ISF sur ce sujet.

Une autre résolution de l'ISF faisait référence à la Turquie, où près de 250 personnes, toutes des membres ou sympathisants de notre parti membre observateur, le Parti pour la paix et la démocratie, avaient été arrêtés fin octobre et accusés de participer à des activités terroristes du PKK. Trente-deux des personnes arrêtées étaient des femmes, y compris Busra Ersali, professeur à l'université de Marmara à Istanbul. Elle rappela aux participants que Busra avait participé aux réunions du Conseil de l'ISF à Paris et à Athènes, où elle avait parlé des droits civiques et politiques dans son pays. L'ISF et tout le monde, espéra-t-elle, devait se sentir engagé d'attirer l'attention internationale sur cette situation.

En conclusion, elle exprima sa déception que le PLN s'était décidé à ne pas accueillir la réunion de l'ISF. C'était une mauvaise et triste décision qui était contraire à l'accord entre Willy Brandt et Anita Gradin en 1986 que les réunions du Conseil de l'IS et de l'ISF seraient tenues en conjonction, une manière de renforcer la participation de femmes aux deux conseils. Depuis, cela avait toujours été le cas jusqu'à cette réunion au Costa Rica.

Christoph Zöpel, Allemagne, SPD, Président du Comité sur la Politique Economique, le Travail et les Ressources Nationales, dit que son comité avait par le passé préparé des motions sur le développement mondial en termes de durabilité. Comme le Conseil de Paris l'avait mandaté, il avait préparé un rapport « Les défis de la sécurité humaines et le développement mondial durable ». Il dit que la rédaction de ce rapport avait été utile et instructive et qu'il se trouvait sur le site internet de l'IS.

Lors de la réunion de Rabat ils avaient préparé une motion sur la situation sociale et économique dans les Etats arabes.

Il félicita le Vice-président du Brésil Vieira da Cunha sur l'important rapport sur le progrès social au Brésil, les partis membres de l'IS avaient soutenu le Président Lula et maintenant la Présidente Rousseff dans leur admirable travail après près de 150 ans de dictature.

Se trouvant au Costa Rica, il souhaitait mentionner Cristóbal Colon, qui avait donné le nom à la monnaie. Peu de temps après son arrivée, l'Empereur du Saint Empire romain, Charles V, avait eu l'idée de globaliser le monde, avec la libre circulation et le libre-échange, un peu comme nous l'avions maintenant. Mais les intérêts économiques y étaient opposés et voulaient des entreprises et Etats en compétition, tels qu'ils le faisaient depuis. Les moyens les plus efficaces pour une compétition réussie étaient l'oppression et l'exploitation. Les Etats d'Amérique latine avaient d'abord opprimé les indigènes, et ensuite importé des peuples d'Afrique, les Etats européens avaient opprimé leurs travailleurs. La victime actuelle était la Grèce. Il était d'accord avec Alfred Gusenbauer que l'Union européenne aurait pu aider la Grèce et éviter la crise mais ne l'avait pas fait, pour trois raisons: un manque d'intelligence économique, un manque de conscience politique, et un manque d'engagement démocratique parmi certains démocrates. L'Europe avait commencé par un marché commun, le libre-échange et ensuite les services. Avec la libre circulation et les gens pouvant travailler où ils le souhaitaient, un système de sécurité sociale intégrée était essentiel. Le problème des Etats de l'Europe du Sud était que leur niveau économique était en-dessous de ceux des Etats nordiques, et, soit la dette souveraine devait être augmenté, ou les impôts ce qui serait dur pour les moins fortunés. Avec l'Allemagne faisant la publicité de la force de son économie, et le fait que les gens en Europe du Sud étaient intelligents, il pensait que dans quelques années l'Allemagne pourrait avoir le même problème de trop de gens venant dans le pays pour y chercher du travail. Une politique de solidarité parmi tous les Etats européens associé à une politique efficace de la Banque centrale européenne allait résoudre ce problème. Sans un système social intégré en Europe, l'Europe n'allait pas survivre, pensa-t-il.

En ce qui concernait le manque d'engagement démocratique, il dit que la Commission européenne était convaincue que le peuple n'avait pas d'autre choix que d'être d'accord avec leurs décisions, mais si le Président de la Commission européenne était élu directement par le peuple, alors leur comportement allait changer immédiatement.

Se concentrant sur son rapport sur le développement durable et la sécurité humaine, Zöpel était d'accord avec Franklin Delano Roosevelt qu'au fond, les droits de l'homme devaient garantir la liberté d'expression et de vivre à l'abri du besoin. Les Européens et Américains revendiquaient toujours le premier, mais étaient souvent silencieux lorsqu'il était question du deuxième. Des millions de gens mouraient de faim, surtout en Afrique de l'Est, et nous devons poursuivre cet idéal de vivre à l'abri du besoin.

Avec le prochain sommet à Rio de Janeiro, continua-t-il, nous devons tous être conscients que cela allait faire vingt ans que la notion de développement durable était survenu. Il s'agissait d'une des questions les plus importantes de la politique mondiale.

Il soutenait ce qu'avait dit Alfred Gusenbauer à propos du développement économique et, faisant référence au rapport par le Vice-président brésilien, il proposa un débat futur sur un système mondial de salaires minimums qui lieraient tous les marchés du travail et les systèmes de sécurité sociale.

Sur la dimension culturelle du développement durable, il dit que l'UNESCO avait préparé un excellent rapport sur l'interdépendance de l'éducation et des dépenses militaires. Selon ce rapport, 28 millions d'enfants pouvaient recevoir une meilleure éducation si un certain nombre d'Etats réduisaient leurs dépenses militaires de 5% seulement.

En conclusion, il espéra que l'engagement social-démocratique dans le système politique mondial allait être plus efficace que cette année. Il se rappela que le camarade Lamy avait dit que les sociaux-démocrates n'avaient eu aucune coordination pendant l'année. Ceci était inacceptable. Nous devons être actifs dans les institutions mondiales afin de faire du progrès, sinon les efforts de sociaux-démocrates dans des Etats nations individuels ne pouvaient pas avoir de succès.

Nouzha Chekrouni, Maroc, USFP, Vice-présidente de l'IS, dit que notre famille socialiste et social-démocratique faisait face à la tâche difficile de renforcer la démocratie à travers le monde tout en conservant son intégrité dans un contexte d'incertitude économique, de doute politique et dans une perspective de confusion. Nous devons générer de la richesse et assurer sa distribution équitable. L'approche capitaliste avec sa promesse de développement et de richesse avait été une catastrophe et avait démontré les limites d'une mondialisation sauvage. Il était impératif de trouver des façons pour réformer le système capitaliste, de mettre fin à la spéculation et l'expansion effrénée du capital financier, et d'établir la transparence et un nouveau mode de surveillance de toutes les transactions financières. Des solutions mondiales efficaces nécessitaient une transparence mondiale pour contrôler la corruption et permettre le développement et la croissance dans tous les aspects sociaux.

En Afrique, continua-t-elle, c'était une catastrophe: les gens payaient six fois plus pour la nourriture et la fragmentation et l'internationalisation du commerce avait pénalisé les pays plus faibles et déclenché une spirale d'augmentations du prix des produits de base. Les indicateurs du chômage et de soins de santé s'étaient dégradés, et il y avait des problèmes sociaux alarmants. La croissance était absolument nécessaire pour résoudre les problèmes financiers, garantir l'emploi et le soutien de leur solidarité économique. La pire des inégalités était entre les hommes et les femmes: des programmes de soutien devaient traiter cette question et inclure de nouveaux acteurs politiques basés sur des réseaux d'individus ou d'ONG.

L'Etat avait le pouvoir de diriger une reprise de la crise économique par une action conjointe avec différentes forces politiques, sociales et économiques. Mais il y avait de nombreux défis, y compris l'accélération de la dégradation environnementale à laquelle il fallait faire face. Notre mouvement, dit-elle, avait fleuri entre 1945-1975, mais à présent nous devons nous réinventer socialement et politiquement en tenant compte des aspirations du peuple, surtout des femmes et des jeunes, afin d'offrir des politiques différentes et dynamiques.

Le monde arabe se trouvait en évolution: les jeunes avaient un message sans équivoque que l'âge du capitalisme brute et du despotisme était terminé. Mais leurs attentes étaient loin d'avoir été remplies et la montée des mouvements islamistes rendait le changement plus difficile et créait un plus grand défi pour les forces progressistes comme les nôtres. Son parti avait joué un rôle central dans la défense des avancées faites en 15 ans au gouvernement, surtout pour les droits de la femme, mais la crise à laquelle ils faisaient face nécessitait encore plus d'efforts de solidarité socialiste pour parvenir à une paix durable.

En conclusion, elle appela à la mobilisation de nos valeurs progressistes communes d'égalité et de justice sociale qui étaient toutes menacées. Les socialistes pouvaient offrir une véritable alternative pour parvenir à une économie basée sur la solidarité et à une démocratie transparente. Cette lutte incessante pour une bonne gouvernance pourrait être la base pour restructurer le paysage international en faveur des besoins des citoyens. Fidèles à nos fondateurs, tels que Willy Brandt, nous devons continuer de baser notre plateforme social-démocratique sur la créativité des jeunes hommes et l'ingéniosité des jeunes femmes dans la solidarité, le respect et la non-interférence.

Ricardo Alfonsín, Argentine, UCR, a exprimé sa solidarité et son admiration pour le Président de l'IS George Papandreou. Il dit avoir suivi très attentivement les inquiétudes exprimées sur les conséquences économiques des recommandations du consensus de Washington. Ces recommandations étaient en effet assez éloignées de leurs propres politiques sociales. Ils souffraient à présent et allaient sans aucun doute continuer à souffrir des conséquences.

Il souhaitait découpler le socio-politique de l'économique, mais cela ne voulait pas dire que nous retournions au passé en termes démocratiques. Il souligna qu'aucune de ces décisions faites dans le domaine économique, ou dans le social, étaient soumises à l'examen ou au contrôle des citoyens. Nous devons considérer quelles stratégies allaient nous permettre d'inverser le recul que nous avons constaté.

Heureusement, continua-t-il, nous commençons à voir la nécessité d'abandonner cette recette ancienne du ruissèlement vers le bas. La récession dans cette partie du monde avait fait que ces recommandations avaient été abandonnées, et il était ressorti qu'il y avait en vérité que très peu de consensus sur le Consensus de Washington.

La politique, nous le savions tous, était un rapport de forces. De nombreuses politiques néolibérales ou recommandations du Consensus de Washington n'avaient pas été appliquées par les gouvernements, non pas parce qu'ils n'y croyaient pas, mais parce que l'équilibre des forces le rendait impossible de ne pas le faire. Ils disaient que s'ils appliquaient des politiques libérales le secteur populaire souffrirait. Ainsi la politique avait perdu du terrain, l'Etat nation avait perdu du terrain en termes d'économie, montrant que le rapport des forces était contraire à la pensée social-démocratique. Nous devons trouver des stratégies qui allaient s'opposer au changement dans le rapport des forces provenant des méga-sociétés et de la mondialisation. Il n'était pas possible de faire reculer la mondialisation mais nous devons réorganiser des institutions internationales telles que l'ONU, le FMI et la Banque mondiale, sinon il serait très difficile de renforcer la politique et d'obtenir des améliorations économiques et sociales.

Il espéra que nous n'allions pas retourner aux temps où chaque nation était préoccupée uniquement par ces propres problèmes et où la plupart était indifférente à la misère des pays très pauvres. Les dictatures en Amérique latine avaient été terribles et brutales et avaient forcé l'abandon de la souveraineté économique et politique aux gouvernements centraux. Nous avons besoin d'imagination et de solidarité internationale et nationale. Nous devons redéfinir nos rôles, capacités, la nature essentielle et l'objectif des Etats alors que nous définissons ces nouvelles stratégies internationales.

Parfois, continua-t-il, des gouvernements social-démocratiques, une fois qu'ils étaient au pouvoir, découvraient qu'ils n'avaient pas le pouvoir de mettre en œuvre les politiques qui les avait amenés où ils se trouvaient à présent. Ceci était notre défi principal: récupérer la capacité de manœuvre de la politique que nous avons par le passé, et ceci ne pouvait pas se faire uniquement par des stratégies nationales.

En conclusion, il soutint la suggestion de Hermes Binner d'assurer la coexistence pacifique des îles Malouines par la loi constitutionnelle.

Umut Oran, Turquie, CHP, dit que 2010 avait été une année difficile pour nous tous, mais il voyait des raisons d'espoir, ayant observé les élections au parlement européen et le changement de la direction du groupe social-démocrate. Il félicita Martin Schulz et Hannes Swoboda, disant que leur équipe allait apporter un nouveau début pour les sociaux-démocrates en Europe et à travers le monde. Avec les

sociaux-démocrates au gouvernement en Irlande, Finlande et au Danemark, et des élections prévues dans de nombreux pays dans le monde, les gens rejetaient le système capitaliste avide et débridé et appelaient à une société plus équilibrée, équitable et démocratique: c'étaient les 99% et ils disaient « Ya basta », ça suffit. Dans ces temps de crise, les gens cherchaient les causes et les trouvaient dans le système du marché financier qui n'était pas suffisamment contrôlé. Les institutions financières dans les pays les plus importants avaient pris des risques, donné des crédits et fait des profits, là où ils n'auraient pas le faire. Le résultat était que des millions des gens perdaient leurs emplois et leurs salaires et vivaient dans de piètres conditions. De plus, la crise économique mondiale continuait: 80% de la population vivait en-dessous du seuil de pauvreté, gagnant moins de 10 dollars par jour; un milliard vivait dans la pauvreté absolue, gagnant moins de 1,25 dollars par jours et un milliard de gens avaient des quotas annuels pour l'accès à l'eau. Dans ce 21^{ième} siècle près d'un milliard de personnes ne savaient pas lire ou écrire. Ces chiffres montraient que nous vivions déjà dans une crise mondiale permanente. Selon UNICEF plus de 20.000 enfants mouraient chaque jour de faim et nous étions moralement obligés de changer le système. Avec de telles souffrances à travers le monde il ne pouvait pas y avoir de justice, égalité ou paix.

Nous devons surmonter le nouvel capitalisme de l'Etat qui avait produit un monde si inégal. Les gens demandaient une nouvelle vie, une meilleure démocratie, une économie fonctionnante et de nouvelles opportunités. Nous pouvions créer des pays respectueux de l'environnement, dit-il, comme le merveilleux Costa Rica, le pays le plus vert du monde. Les économies vertes devaient être une priorité.

Réglementer le système du marché au bénéfice de la société était également essentiel. La nouvelle responsabilité des sociaux-démocrates était de faire passer les gens avant les marchés et de stimuler la création d'emplois et une démocratie active dans un monde juste. En tant que sociaux-démocrates nous avons le savoir-faire pour promouvoir une gouvernance responsable.

En Turquie, continua-t-il, malgré une croissance moyenne de 8%, la plupart des gens n'étaient pas concernés dû au manque de démocratie, de transparence ou d'indépendance de certaines institutions. Le fossé entre le bien-être individuel et le développement des régions ne se réduisait pas. L'IS avait condamné le gouvernement turc pour détenir huit membres élus du parlement, mais à présent il y avait plus de 100 journalistes, 500 étudiants universitaires et des milliers de représentants élus en prison, provenant uniquement de l'opposition et pas du parti au pouvoir.

Le gouvernement conservateur et autocratique dans son pays avait atteint un seuil: le procureur avait demandé la révocation de l'immunité politique de Kemal Kiliçdaroglu afin de l'accuser d'avoir tenté d'influencer un procès équitable, uniquement parce qu'il avait condamné certains actes illégaux du gouvernement. Il demanda à l'IS de condamner ce déni de la liberté d'expression, l'Etat de droit et des droits de l'homme. Son gouvernement avait besoin d'entendre un « Ya Basta » fort de la communauté internationale réunie au Costa Rica.

Il était certain que l'IS n'allait pas rester silencieuse vis-à-vis cette injustice. Elle avait condamné les procès politiques en Turquie, comme l'avaient déjà fait des sociaux-démocrates en Europe et le PSE. La solidarité de l'IS représentait beaucoup pour le parti et l'extension de la solidarité des mouvements progressistes des montagnes de Chiapas, et du peuple de la place Tahrir à son pays allait leur permettre de surmonter tous leurs défis. Un soutien réciproque dans une cause commune était l'idée principale de l'IS et avec elle il était convaincu que 2012 allait être meilleur que 2011, et que 2020 serait encore mieux. L'avenir leur appartenait, assura-t-il, et ils allaient gagner.

Simón Gaviria, Colombie, PLC, dit que son parti avait été responsable de trouver un moyen pour sortir de cette crise internationale qui nous avait tous touchée. Le président colombien, Dr José Manuel Santos, avait mis en œuvre la suggestion du parti d'une loi de premier emploi pour traiter des problèmes nationaux tels que le chômage, l'inégalité, et les droits des travailleurs durant le ralentissement de l'économie mondiale. La Colombie avait trouvé cette solution en faisant des efforts supplémentaires dans la stimulation de la nation surtout dans des questions sociales à travers une vision social-démocratique des solutions dont le pays avait besoin. Ils avaient terminé l'année avec une croissance de 7,7% et une inflation de seulement 3,1 % garantissant ainsi qu'aucune entreprise allait échouer à cause de la crise, aidant les exportateurs et élargissant les obligations nationales, mais avec une concentration particulière sur la création et une meilleure qualité des emplois.

Ils avaient élaboré un système de mesures fiscales pour inciter les entreprises à employer de nouvelles personnes et le pays constatait un cercle vertueux dans lequel la prospérité augmentait à une vitesse inespérée: plus l'investissement social était grand, plus la croissance augmentait. Chaque fois qu'un demi-million de Colombiens sortaient de la pauvreté pour rejoindre la classe moyenne, ils devenaient des consommateurs de biens et services de la nation, et ce miracle était basé plus sur la demande intérieure que sur d'autres investissements. A travers leur politique fiscale ils avaient donné la priorité à la création d'emplois et aux plus vulnérables. Il y avait des abattements fiscaux pour des entreprises qui employaient des personnes de moins de 28 ans, ou avec un handicap, ou des femmes de plus de 40 ans retournant dans la vie active; et offraient des allocations très nécessaires pour tout ancien terroriste qui choisissait de s'intégrer dans le marché du travail, ainsi que des mesures incitatives pour ceux qui leur en donnaient la possibilité. De plus, les entreprises qui recevaient ces allocations devaient payer le taux normal. Pendant les derniers dix-huit mois, la Colombie, le troisième pays le plus peuplé de l'Amérique latine, avait été le plus grand créateur net d'emplois de la région, un total de 1,5 millions, grâce aux mesures pour les petites et moyennes entreprises. Encore plus important, un demi-million d'emplois étaient pour les jeunes entrant sur le marché du travail, 500.000 emplois que la Colombie avait créés en se concentrant sur les avantages fiscaux pour aider ceux qui en avaient le plus besoin et pour donner une voix à ceux qui n'en avaient pas.

La décision cruciale dans ce renforcement des entreprises avait été l'élimination des avantages fiscaux pour le capital qui pendant de nombreuses années avait augmenté sans créer d'emplois parce que les déductions fiscales de jusqu'à 30% avaient été particulièrement généreuses pour l'investissement de capitaux. Ils avaient éliminé ces avantages malgré des avertissements, et cela avait prouvé être une période record pour l'investissement, avec l'équivalent de plus de 13.000 millions de dollars d'investissement de l'étranger. Ils avaient remplacé l'investissement de capitaux par des bénéfices gradués pour les petites et moyennes entreprises qui étaient responsables pour 95% de l'emploi du pays.

Il souligna que ce qu'ils faisaient avec leurs nouvelles politiques de travail n'était pas seulement stimuler l'économie mais avait également une fonction sociale compatissante, prouvant que la Colombie pouvait faire de bonnes choses, même si de nombreux étaient contre leurs idées.

En introduisant des réductions fiscales pour stimuler l'économie, la Colombie avait éliminé la taxe sur le travail, et il n'y avait pas de taxe pour ceux qui gagnaient moins 1.500 dollars par mois, ce qui faisait que plus de gens rejoignaient la main d'œuvre formelle, et il s'agissait d'une claire mesure incitant la création d'emplois. Ceci était très bénéfique pour le système de santé et des retraites parce que les gens commençaient à contribuer, ainsi que pour la création d'emplois parce que les gens voulaient être employé formellement. Leur consommation stimulait l'économie et menait au cercle vertueux déjà mentionné: le plus ils investissaient dans la lutte contre la pauvreté, le plus de croissance il allait y avoir

dans l'économie. Tout cela, dit-il, était un signe du profond engagement de la Colombie pour les droits des travailleurs: le plus ils seront renforcés, le mieux les choses iront pour le pays.

Une chose malheureuse en Colombie, dit-il, était les coopératives de travail social qui violaient tous genres de droits des travailleurs. Ils avançaient que toute restriction ou exposition d'abus aurait un impact négatif sur l'emploi mais ce qui s'était produit était une formalisation massive, y compris une branche très importante en Colombie. Dix mille jeunes personnes qui avaient dû vivre des pourboires avaient à présent des contrats formels avec leurs pleins droits et contributions aux systèmes de santé et des retraites.

La Colombie, continua-t-il, avait vaincu le trafic de drogue; elle avait des institutions fortes, un bon judiciaire, et avait passé une loi formulé par son parti pour panser les blessures qu'avaient laissé ce conflit. Du terrain avait été confisqué aux trafiqueurs de drogue et 800.000 hectares avaient été donnés aux paysans colombiens accompagnés de subventions agricoles pour un développement durable.

En tout, les résultats des politiques de son pays, très différentes des formules présentées en Europe et au niveau international, avaient été nettement positives. A l'aide du bon sens et de compassion la Colombie poursuivait sa conviction que le meilleur moyen pour retrouver la prospérité, l'égalité, la solidarité et la justice pour elle-même et le reste du monde était l'investissement social.

Luis Ayala dit que cela concluait le débat sur ce thème et qu'une déclaration sur ce sujet allait être présentée le matin suivant.

Troisième thème principal: REFORME DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

George Papandreou félicita les trois co-présidents du groupe de travail spécial sur la réforme de leur excellent travail et du document qu'ils avaient produit sur cette question. Il était d'accord avec Eero Heinäluoma que la réforme était un processus continu et prenait déjà place.

Eero Heinäluoma, Finlande, SDP, dit que l'IS se trouvait à un moment important de développement, étant le mouvement politique le plus large du monde avec plus de 160 partis membres et des organisations sœurs de plus de 120 pays. A l'origine une organisation européenne, elle était devenue mondiale et elle était une forte voix dans la plupart des pays. Bien que les attentes de ses partis membres fussent très élevées, son travail était limité par la pénurie de ressources. Son groupe de travail avait été établi lors du Conseil d'Athènes, suite à une discussion sur le besoin de réforme, et des partis membres à part entière avaient le droit d'y participer. Quarante représentants avaient participé à deux réunions récentes et afin d'inclure tous les partis membres, un questionnaire avait été envoyé et avait reçu 30 réponses avec de nombreuses bonnes idées.

Le groupe avait pu discuter même des questions difficiles dans un esprit de collaboration et les discussions avaient mené à certaines propositions. Les points majeurs de ce rapport avaient été acceptés à l'unanimité lors de la dernière réunion à Marrakech, mais il y avait deux options dans le rapport qui nécessitaient une discussion plus approfondie.

Il remercia ses co-présidents, Beatriz Paredes et Nouzha Chekrouni, et tous les membres du groupe pour leur excellente coopération.

Résumant les réformes, il dit qu'ils avaient trois objectifs principaux: renforcer la démocratie dans l'Internationale et dans son travail et avoir une transparence complète; augmenter l'efficacité de ses opérations pour utiliser au mieux les ressources limitées, réformer les méthodes de travail pour correspondre aux possibilités du 21^{ème} siècle et renforcer les finances de l'IS et lier les droits des membres et leurs responsabilités plus étroitement. Il y avait 50 propositions concrètes dans le rapport sur lesquelles le Conseil devait décider: si elles étaient acceptées, les décisions finales seraient prises en Afrique du Sud. Puisque les propositions nécessitaient un changement des statuts, cela devrait être autorisé par le Congrès.

En ce qui concernait la prise de décisions, il dit que la structure de base de l'IS avec son Congrès, Conseil, Présidium et secrétariat fonctionnait bien et devait être maintenu. Le Congrès, en tant que plus large et plus important organe de l'IS, devrait se réunir tous les quatre ans puis que cela coûtait beaucoup d'argent et nécessitait de nombreuses ressources, et il devrait continuer d'élire le président, secrétaire général et vice-présidents. Il y avait deux possibilités pour l'élection très importante de la direction: la première était d'avoir des propositions de candidats à la réunion du Conseil, peut-être avec un comité électoral, et les décisions finales seraient prises par le Congrès; la deuxième était d'avoir un vote direct, ouvert par le Congrès. Le Conseil et le Congrès devraient décider quel chemin suivre. Avec les réunions du Congrès tous les quatre ans et les mandats du président et secrétaire général limité à deux périodes à l'avenir, la réforme allait entrer en vigueur après le prochain Congrès. Le Conseil allait continuer de se réunir deux fois par an.

Le Présidium, comme à présent, allait être composé du président, secrétaire général et des vice-présidents. Si une personne ne pouvait plus participer aux travaux, le Conseil pouvait nommer une nouvelle personne, mais cela était une question difficile lorsque nous parlions de remplacements de membres du présidium. S'il y avait des changements fréquents il était difficile de maintenir un bon fonctionnement. L'objectif était d'avoir des personnes sérieusement investies et prêtes à participer aux réunions nécessaires. Une division des travaux parmi le présidium était nécessaire afin qu'à l'avenir certaines tâches pouvaient être attribuées à certains membres du présidium, comme par exemple en relation avec d'autres mouvements progressistes ou réunions avec des campagnes clés.

Les ressources et le travail politique du secrétariat devaient être renforcés, dit-il, et le poste de secrétaire général adjoint rétabli afin d'aider dans cette démarche.

Ils n'avaient pas pu trouver une proposition unanime sur une question: les secrétaires internationaux des partis devaient-ils se réunir une fois par an avec le Secrétaire général pour échanger des expériences et idées sur des futures activités. Il y avait donc deux possibilités dans cette partie du rapport à choisir par le Conseil.

Le rapport comprenait des propositions concernant les méthodes de travail et des réunions par téléconférence et suggérait que les Conseils et Congrès développent leur travail par des discussions de panels.

Un nouveau concept était celui d'activistes de l'IS pour lequel des personnes qui faisaient partie de partis membres pouvaient s'inscrire et recevoir du courrier directement de l'IS pour pouvoir promouvoir nos campagnes communes.

Heinäluoma rappela aux participants que toutes les activités nécessitaient des ressources et une forte économie. Le groupe de travail proposait que les droits de membres soient plus clairement liés au

paiement des cotisations et que le non-paiement mène à la perte du droit de parole après un an. Il proposait également une vaste réforme des cotisations.

Le rapport soulignait également l'importance des femmes et de la jeunesse dans les activités de l'IS ce qui était déjà reconnu dans les statuts. La représentation des deux genres ne pouvait pas être moins d'un tiers dans des positions élues du parti, et cette proportion devait également se refléter dans les délégations des partis membres aux réunions du Congrès et Conseil. Le système dans lequel l'IS des femmes recevait une partie des cotisations de l'IS allait continuer, et pendant que la jeunesse espérait quelque chose de similaire, cela restait impossible avec une économie dans de telles difficultés.

Il était important, dit-il, que les méthodes proposées soient mises en œuvre rapidement, et le Conseil suivant le Congrès de 2012 devait donner un rapport sur le progrès du travail de réforme.

En conclusion, il dit que le monde avait besoin d'un mouvement social-démocratique fort et que l'IS, avec sa grande histoire et son potentiel énorme, devait prendre ces décisions et procéder avec une influence et une efficacité encore plus grandes en tant qu'organisation plus interactive. En même temps nous devons rester fidèles à nos valeurs uniques de démocratie, égalité et solidarité, en se rappelant que nous avons tous besoin d'une bonne coopération et du respect mutuel dans notre travail.

Mona Sahlin, Suède, SAP, Vice-présidente de l'IS, dit que la réforme était nécessaire surtout pour renforcer nos idées et notre organisation. De nombreux intervenants avaient dit que le monde avait besoin de notre voix forte pour l'égalité et la justice, mais de nombreux partis, comme le sien, avaient perdu les élections et se trouvaient dans une crise profonde. Des partis xénophobes et racistes rassemblaient de plus en plus de votes et ainsi nous devons nous décider d'être une organisation ouverte, moderne qui fournissait de l'expérience et de l'inspiration. Un changement de pratiques était nécessaire tel que le vote ouvert pour l'élection de la direction lors du prochain Congrès et l'expulsion des membres qui ne se montraient pas à la hauteur de nos valeurs. Elle ne comprenait pas pourquoi certains Vice-présidents ne pouvaient pas participer à autant de réunions que d'autres parce qu'ils étaient des chefs de gouvernement: ils devaient envoyer des représentants de haut niveau pour les remplacer et ainsi rester au courant des informations et maintenir la sécurité de l'organisation entière. Plus nous ouvrirons notre organisation et la baserons sur nos valeurs, plus la voix de l'IS sera entendue. Elle exhorta ainsi un agenda de réforme poussé.

Svetlina Volcheva, Bulgarie, PBSB, dit que dans ce 21^{ème} siècle, un temps de grands changements, de grandes réussites et de mondialisation, nous, partis sociaux-démocrates et socialistes, devons protéger la démocratie et les intérêts des travailleurs parce que la mondialisation augmentait et le capital conservateur était dans l'offensive contre les gains sociaux du peuple.

Notre IS poursuivait les principes de solidarité sociale, de justice et de liberté, des principes qui étaient d'actualité et pertinent pour les besoins des travailleurs et nous avons eu de nombreux succès. Mais comme toute organisation, l'IS avait besoin d'amélioration et de développement. Ayant lu l'excellent rapport du groupe de travail, elle souhaitait présenter la position de son parti. Sur la question de la durée des mandats, ils pensaient qu'elle devait être de quatre ou cinq ans, comme à l'ONU, afin que les élus aient une chance de montrer leur capacité en exécutant pleinement leur programme.

Son parti pensait que le Conseil devait se réunir une ou deux fois par an ou plus s'il y avait une urgence.

Quand les différents comités traitaient les affaires d'un parti particulier, des représentants de ce parti devaient y participer pour présenter leurs points de vue et fournir de la documentation.

En ce qui concernait les comités régionaux, leur efficacité devait augmenter afin de pouvoir effectuer leur travail; ils devaient avoir un plan pour l'année et connaître les sujets spécifiques pour les réunions et avoir des documents préparés pour approbation.

En conclusion, elle dit que nous étions tous responsables pour promouvoir l'identité de l'IS parce qu'ensemble nous étions plus forts, et ensemble nous pouvions faire plus.

Manuel Laguarda, Uruguay, PSU, Vice-président de l'IS, dit qu'il avait soutenu l'idée de réforme dès le début; l'IS avait eu beaucoup de réussites, mais les choses pouvaient toujours être améliorées et c'est ce que la réforme voulait atteindre. Il avait fait circuler son document soulignant des façons pour réformer comment nous interagissions avec la société mondiale afin d'être plus efficace au niveau politique. Notre raison d'être avait été dès le début de mettre en œuvre le changement et maintenant la mondialisation devait changer pour servir les gens à travers nos valeurs et nos principes.

Il n'y avait pas de limites à la démocratie, dit-il, nous pouvions toujours devenir plus démocratiques. La large extension de notre mouvement à cinq continents, où des situations nationales de partis pouvaient rendre la participation plus difficile, voulait dire que nous devons être solidaires avec ces partis. Nous devons réaffirmer les principes du socialisme démocratique au 21^{ème} siècle.

Il félicita les trois co-présidents du groupe de travail et approuva le rapport en termes généraux.

En ce qui concernait les deux options pour élire le présidium, il était pour des élections ouvertes au Congrès, avec un vote par parti, et ce vote démocratique allait engendrer de l'autorité.

Sur les réunions des secrétaires internationaux avec le Secrétaire général, il pensait que cela pouvait compliquer les choses, mais il était d'accord que le Présidium devait être renforcé.

Renforcer les Comités régionaux créerait plus de continuité dans leur travail, et il soutenait l'unité d'action selon laquelle, à chaque réunion de Conseil, un ou deux sujets seraient choisis pour une action politique mondiale, dans les parlements et agences internationales, avec toutes sortes de manifestations de protestation. Il rappela aux participants la nécessité que la Charte Ethique soit signée par chaque parti, chaque année, concernant les droits politiques et des droits de l'homme. Le prochain Congrès, conclu-t-il, devrait également voir une mise à jour de nos principes qui seront signés par chaque parti membre.

Signe Brudeset, Norvège, DNA, remercia les trois co-présidents du groupe de travail et tous ceux qui avaient contribué à ce travail important parce que toutes les organisations avaient besoin de réforme, et cela allait faire avancer l'IS avec de nouvelles idées, de la créativité et un agenda progressiste. Son parti voyait le rapport comme un premier pas dans un processus orientée sur les pratiques et de grande ampleur. Nous devons être réalistes, dit-elle, en évaluant l'IS en comparaison avec d'autres forums qui étaient en compétition pour l'attention de nos leaders et de nos partis. L'IS devait toujours chercher à se moderniser dans ses efforts pour influencer la scène internationale. Nos valeurs partagées de démocratie, solidarité et justice sociale devaient être défendues constamment.

L'année 2011 avait montré ce que les gens étaient prêts à sacrifier pour leurs droits, non seulement dans la région arabe mais également dans son propre pays, où des jeunes manifestants avaient soufferts d'une attaque brutale en juillet, tous en défense des mêmes valeurs. L'IS, dit-elle, devait se trouver aux premiers rangs de cette lutte et se montrer à la hauteur des standards élevés de transparence et de responsabilité dans notre charte. Elle remercia Président Papandreou d'avoir souligné le besoin d'élire les dirigeants par des élections ouvertes puisque cela aiderait à identifier les candidats qui pouvaient garantir que l'IS restait un atout majeur pour notre mouvement.

Soulignant que la réforme n'était réussie qu'à condition qu'elle soit mise en œuvre concrètement, elle dit que notre responsabilité collective, avec le Secrétaire général, était de transformer le contenu du rapport dans des pratiques concrètes, et elle espérait que cela allait réellement avoir lieu.

José Antonio Espejo, Espagne, PSOE, félicita les trois co-présidents du groupes pour leur excellent travail en rassemblant les propositions des tous les partis. Les propositions de son parti avaient inclus le besoin d'un secrétariat avec plus de pouvoir pour être capable d'effectuer un travail politique mondial. Ceci nécessiterait un département de communication pour faire paraître l'IS dans les médias et pour mettre en œuvre les positions et campagnes que nous souhaitions soutenir. Si la société civile ne connaissait pas nos points de vue il sera difficile de devenir plus forts et de faire du progrès dans nos sociétés.

Reconnaissant que nous n'avions que peu de ressources et que pourtant nous devons augmenter notre pouvoir, il suggéra que certaines personnes qui étaient responsables des collectes de fonds pour leurs partis fassent la même chose pour l'IS. Ceci permettrait au Secrétaire général de nommer un vice-secrétaire général, parce que réellement notre organisation devait être dirigée par plus que seulement quelques personnes. Qu'ils soient professionnels ou volontaires, ils devaient avoir différents pouvoirs et différentes capacités.

Le message du PSOE était que l'IS était un instrument nécessaire pour tous nos partis, elle était un signe d'identité sociale-démocrate et socialiste. Pendant longtemps elle avait maintenu notre alignement à travers le monde avec les travailleurs et le mouvement progressiste, mais nous devons faire la transition du 20^{ème} au 21^{ème} siècle. Nous avons déjà parcouru une bonne partie du chemin, Espejo dit-il, et il salua le rapport du groupe de travail.

Chantal Kambiwa, Cameroun, SDF, Vice-présidente de l'IS, dit que le représentant de son parti aux réunions du groupe de travail avait été satisfait avec son travail et avec le rapport. Le point important dans toutes les remarques et suggestions était que nous devons aller de l'avant. Et, en tant qu'organisation internationale, l'IS devait être efficace au niveau mondial, pour représenter des partis autour du monde, et pour rester unis alors que nous nous modernisons.

Elle rappela aux participants que dans certaines parties du monde il n'y avait pas d'électricité pour des téléconférences. Ceci était un exemple comment certains partis pouvaient avoir l'impression d'être différents.

Parlant pour les pays en développement et sous-développés, elle dit que dans de grandes organisations comme celle-ci, ils avaient souvent le sentiment d'être les victimes de décisions prises par d'autres et bien qu'ils souhaitaient faire partie de l'IS ils avaient besoin d'aide pour avancer. Ces choses devaient être prises en compte avant de décider comment façonner l'IS.

Elle était particulièrement inquiète au sujet de la question cruciale de la représentation des femmes et des jeunes. Même si tout le monde était d'accord que cela était nécessaire, cela ne se produisait que très rarement. Elle demanda comment la représentation des femmes pouvait être atteinte au lieu de juste en parler, et en ce qui concernait la tenue des réunions de l'IS et de l'IS des femmes en conjonction, cela devait être dans les statuts.

Kambiwa était heureuse que le prochain Congrès aille avoir lieu pour la première fois en Afrique du Sud. Elle pensait que plusieurs de ce genre de pays seraient capables d'accueillir ces activités et remplir les conditions de l'IS et cela permettrait à l'IS à apprendre de connaître et de comprendre l'environnement dans lequel ils vivaient et ce qu'ils devaient faire pour pouvoir participer à ces activités.

Nicos Hadjistephanou, Chypre, EDEK, dit que son parti avait toujours soutenu la lutte de toute nation pour la liberté, les droits de l'homme et la justice; ils respectaient les principes de l'IS et considéraient la paix comme une de leurs priorités, et ainsi ils soutenaient activement la vision du peuple arabe et les efforts pour parvenir à la paix au Moyen-Orient.

Ils voulaient également laisser un meilleur environnement aux générations futures sans changements climatiques sévères et sans risques nucléaires. Ils avaient ainsi fait appel à leurs voisins en Turquie d'abandonner les plans de construire une centrale nucléaire sur la côte en face de Chypre ce qui, dans une région connue d'être sous risque de tremblements de terre, apporterait un danger permanent à tous les pays de la région.

Le travail collectif de réforme de l'IS, dit-il, devait continuer. Le monde avait besoin d'une IS forte parce que nos principes offraient le seul chemin pour le progrès, la paix mondiale et la prospérité. Il exprima sa gratitude pour la solidarité qui était toujours montrée envers son pays.

En ce qui concernait le rapport du groupe de travail, il était en faveur d'élections ouvertes de candidats au Congrès en tant que procédure plus ouverte et plus transparente, ainsi que pour la nomination par le président du parti d'un successeur qui prendra la place d'un membre élu du présidium qui n'était plus capable de participer dans le travail du Présidium. Le successeur serait alors approuvé par le conseil et ensuite la continuité efficace au Présidium sera donnée.

Avant de conclure, il dit qu'il se sentait obligé de mentionner la situation en Chypre suite à l'invasion turque. Sa ville natale était sous occupation par les colons turcs depuis 1974 et il n'avait pas eu accès à sa propre maison depuis, comme cela était le cas pour tous les chypriotes grecs. La seule façon de visiter était de montrer son passeport aux policiers de cette soi-disant république déclarée sur leurs terres. Ils continuaient de travailler pour une solution basée sur les droits de l'homme, la résolution de l'ONU sur Chypre et des décisions d'organismes internationaux. Le Président de Chypre et le leader chypriote turc tenaient des discussions actuellement à New York sous les auspices du Secrétaire général de l'ONU et il allait continuer d'espérer une solution pacifique et lutter pour la paix et la prospérité pour tous les Chypriotes peu importe leur origine ethnique. Ils voulaient un pays libre de troupes étrangères et libéré de l'occupation, et il espérait qu'ils pouvaient compter sur la solidarité des socialistes autour du monde pour parvenir à ces idéaux socialistes.

Rafael Michelini, Uruguay, NE, représentant un des deux partis membres de l'IS en Uruguay qui faisaient partie du *Frente Amplio*, dit que le rapport était un excellent document qu'ils soutenaient. Il souhaita

reconnaître le développement louable de l'IS de ses débuts européens à son étendue mondiale actuelle, et cela était la direction dans laquelle la réforme devait continuer: être toujours plus ouvert.

Il soutenait fortement l'élection ouverte du Président et du Secrétaire général au Congrès ce qui allait faire en sorte que tout le monde participait activement. Ceci voudrait dire que, commençant avec le Congrès en Afrique du Sud, il allait y avoir une dynamique différente et la responsabilité sera partagée par tous. En ce qui concernait la question de la limite des mandats, par exemple deux périodes ou un total de huit ans, il pensait que la meilleure solution était un consensus trouvé par le Congrès. Le Président de l'IS et le Secrétaire général faisaient un excellent travail et avaient un niveau de contacts et d'influence importants, et ainsi il se demandait si ces changements étaient nécessaires. Puisque tous les participants étaient des politiciens et des leaders dans leurs propres pays, ils votaient consciencieusement et devaient être capables d'exprimer leur opinion sur qui allait les représenter le mieux.

Il souligna également que les cotisations devaient être payées, parce que sans instruments économiques pour poursuivre les politiques, l'IS ne pouvait pas remplir les attentes envers elle.

Finalement, conscient qu'il avait lancé cet appel auparavant, il dit que nous devons faire de grands efforts pour comprendre comment nous influençons les Etats-Unis, non seulement en relation avec le Puerto Rico ou les îles Malouines, mais concernant le statut financier de millions de personnes à travers le monde. Nous devons être capables de mieux influencer les décisions prises à Washington que nous le faisons à présent. L'IS avait fait de grands efforts lors de réunions à New York, mais nous devons avoir une présence nettement plus forte là, où des décisions sur la guerre ou la paix, ou l'économie et la politique étrangère étaient prises, des décisions qui influençaient le destin de millions de gens. Il soutenait le document de réforme, et pensait que le Congrès en Afrique du Sud allait être un bon Congrès, et que l'IS irait de l'avant.

Pia Locatelli, Italie, PSI, Présidente ISF, soutenait les deux propositions avancées par Chantal Kambiwa, premièrement que la réunion conjointe des réunions de Conseil de l'IS et de l'ISF soit une condition statutaire, et que la règle des quotas soit mise en œuvre par tous les moyens nécessaires.

Au lieu d'être plus efficace sur les questions de genre, elle dit que l'IS devait intégrer ces questions dans ces activités par une action coordonnée. Faisant référence à ce qui avait été dit sur le développement des relations entre l'IS et l'ISF, elle voulait que cela s'applique aux questions organisationnelles, y compris le financement.

Elle dit que dans certains partis l'intérêt pour le travail de l'ISF était très limité et cela correspondait au faible intérêt pour les organisations des femmes au sein de ces partis. Elle pensait que la façon la plus efficace pour changer les attitudes était à travers un travail conjoint de l'IS et de l'ISF.

Afin de garantir l'exécution de cette règle de participation d'un tiers de chaque sexe dans toutes les positions, elle suggéra de commencer par les délégations des partis: en faisant le tour de la salle elle voyait que cette représentation n'était pas donnée.

Victor Benoit, Haïti, Fusion, Vice-président de l'IS, commença par exprimer son appréciation et son soutien pour George Papandreou qui nous avait tous donné une raison d'être fiers.

Ayant participé aux deux réunions du groupe de travail, il soutenait pleinement le rapport et félicita tous ceux qui y avaient travaillé. Ils avaient réussi à rédiger un consensus parmi des personnes qui avaient des positions et idéologies plutôt différentes.

Il soutenait fortement l'élection ouverte des cadres principaux en accord avec les principes de la social-démocratie. Accepter publiquement et ouvertement le renouvellement de la direction par des élections libres, ouvertes et transparentes était la meilleure façon de montrer notre adhésion à ces principes. Un mandat de quatre ans, avec la possibilité de renouvellement, devrait dépendre de la décision des membres de l'IS.

Il exprima sa réserve concernant les questions financières, disant que nous devons éviter d'augmenter le fardeau financier de l'IS. Il pensait que cela devait rester dans les compétences du Président ou du Secrétaire général d'être responsables de certaines tâches, mais en tout cas les dépenses allaient devoir être couvertes et examinées attentivement.

Parlant d'Haïti, il dit que son pays illustrait les deux grands problèmes de l'économie et du changement climatique. Après tous les défis auxquels elle avait dû faire face, Haïti se trouvait à présent dans une crise économique sévère. De nombreux Haïtiens travaillaient à l'étranger, surtout en Amérique du Nord, mais vu la récession, leur situation était précaire et cela avait un impact sur les virements vers leur pays natal et s'ajoutait aux difficultés là-bas.

Se trouvant dans une zone d'ouragans et prône aux tremblements de terre destructeurs, ils faisaient également face aux défis politiques et aux menaces des forces populistes. L'ensemble des sociaux-démocrates qu'il représentait venait de rénover sa structure, et ils avaient à présent une Présidente à leur tête. Ils se trouvaient coincé entre l'extrême droite et l'extrême gauche, dit-il, mais ils allaient participer aux élections locales et municipales, qu'ils pouvaient gagner selon lui. Il y avait une inquiétude constante sur les effets du tremblement de terre et il demanda la solidarité politique de tous les camarades et leaders de l'Internationale Socialiste.

Zita Gurmai, Hongrie, MSzP, dit qu'elle avait participé à des réunions de cette merveilleuse famille depuis 1995. Le PSE et le Groupe S&D, les organisations qu'elle représentait, avait toujours été engagées pour le fort mouvement progressiste mondial, et il n'avait clairement pas encore atteint son objectif de jouer un rôle politique sur la scène mondiale, et c'est pourquoi le groupe de travail était si important pour eux. Elle félicita Eero et les deux femmes formidables, Nouzha et Beatriz, sur le travail qu'ils avaient fait. Bien sûr la réforme était nécessaire, et pas seulement plus d'argent, mais une meilleure participation des leaders. Elle remercia le Président et le Secrétaire général pour leur engagement pour des procédures très ouvertes.

A ce carrefour, dit-elle, les réformes devaient être adoptées, et nous devons entrer en contact avec des forces progressistes importantes dans la société civile et le mouvement des syndicats. Afin d'être plus efficace l'IS devait se coordonner mieux avec le PSE et le groupe S&D: les expériences positives d'autres organisations mondiales pouvaient aider dans ce sens.

Gumrai suggérait que le document pouvait être plus ambitieux concernant l'interaction et des débats concrets. Nous devons être prêts à débattre et être en désaccord afin d'avoir une signification politique. Le rapport pouvait avoir plus d'autocritique et se concentrer sur les défis à venir, afin d'améliorer la signifiante du travail de l'IS et sa pertinence pour notre effort progressiste mondial. Une régionalisation

de l'IS pourrait également rendre son travail plus efficace et plus transparent. Elle était favorable à la limitation des mandats des dirigeants pour permettre le changement et pour encourager le mérite.

Finalement, elle souhaita rouvrir la discussion sur les remplaçants. Le groupe de travail était convenu du besoin de flexibilité, mais cela ne s'appliquait pas à la nomination de successeurs. Le Présidium devait assurer des représentants de haut niveau et la continuité, et un système devrait être établi qui permettait le remplaçant sous des conditions très précises. Elle assura que le PSE souhaitait se coordonner avec les collègues responsables et partager des expériences. Tout ce qu'ils voulaient était une IS meilleure, plus visible et plus transparente, sous la direction de George Papandreou et de Luis Ayala.

George Papandreou dit que cette session touchait à sa fin et il informa les participants des arrangements pour la soirée qui allaient inclure un récital de piano dans un musée qui fut auparavant le siège de l'armée, un symbole du progrès pacifique fait par le Costa Rica; et pour le lendemain qui allait inclure des décisions importantes sur les questions de la réforme.

La première journée de la réunion du Conseil a pris fin.

Deuxième jour, matinée du 24 janvier, session close

RAPPORT DU COMITE D'ADMINISTRATION ET DES FINANCES, SIFAC

Luis Ayala attire l'attention sur les trois documents distribués: comptes de gestion pour 2011, une liste des cotisations impayées du 20 janvier 2012, et le budget for 2012.

Pertti Paasio, Président de SIFAC, Finlande, SDP, dit que parfois il était difficile la force et la direction du changement quand on le vivait, et cela était également vrai en ce qui concernait les règles et le fonctionnement de notre Internationale. Dans les premiers temps l'IS avait eu le caractère d'un club européen luttant pour un meilleur avenir pendant la guerre froide. Sous Président Willy Brandt, elle avait joué un rôle vital contre la course aux armements, cherchant à établir une meilleure compréhension entre les superpuissances, et elle avait comblé des écarts importants et ouvert la voie au désarmement et à la paix tout en stimulant sa croissance, la rendant la plus grande organisation mondiale de ce type. Mais la pierre angulaire financière restait en Europe, où les partis européens contribuaient de manière remarquable aux activités de l'IS autour du monde.

A présent que l'IS comprenait des partis forts à travers le monde, continua-t-il, notre organisation avait toujours pour objectif plus de liberté et plus de démocratie. Lors de l'évaluation de l'élaboration de politiques et d'événements tels que cette réunion, nous devons prendre en compte le clair manque de ressources dans le Secrétariat: en tant que Président de SIFAC il avait vu les quasi-miracles atteints avec si peu de gens au Secrétariat.

Paasio rappela aux participants qu'à plusieurs occasions il avait répété au Conseil l'importance de payer les cotisations à temps, et le lien entre ces cotisations et l'exercice des droits des membres. Il répéta encore une fois avec insistance ce message. Ses appels avaient commencé à être entendus, et il y avait de la coopération vers certains partis qui se trouvaient dans de sérieuses difficultés. La situation en Europe, toutefois, avait changée parfois dramatiquement, et les turbulences actuelles limitaient les possibilités économiques des partis. De nombreux partis avaient perdu les élections et certains avaient

demandé une réduction de leurs cotisations. SIFAC pouvait, avec un certain optimisme et un sens de responsabilité augmenté, présenter le budget pour 2012. Il souligna encore une fois l'importance de payer à temps.

Il était évident, continua-t-il, que des sources de revenu en dehors des cotisations étaient nécessaires, et que cela allait être surtout une responsabilité de la direction en coopération étroite avec les partis membres même si cela n'allait pas être facile du fait que nous ne pouvions pas accepter de l'argent de tout le monde. En tant que Président de SIFAC, il appela à une restructuration du Comité afin de travailler de manière plus efficace, et d'avoir des réunions en dehors des réunions de Conseil pour avoir plus de temps. SIFAC était convenu d'avoir plus de discussions par emails et même des réunions entre les membres. Il souligna que chaque réunion ou conférence nécessitait un travail préparatoire, des documents et de l'aide du Secrétariat qui croulait déjà sous le travail et cela encore une fois augmentait les dépenses.

En conclusion, Paasio dit que, comme toujours, le mot-clé lors de la préparation du rapport sur les comptes par SIFAC était la transparence, et toute question allait être traitée dans cet esprit.

Le rapport de SIFAC a été adopté.

Le budget pour 2012 a été adopté.

RAPPORT DU COMITE ETHIQUE

Luis Ayala a informé le Conseil que Maurice Braud, Président du Comité Ethique était à Paris et travaillait pour la campagne électorale de François Hollande et présentait ses excuses.

Le Comité s'était réuni, rapporta-t-il, et il y avait eu 78 nouvelles demandes d'adhésion ce qui montrait qu'il y avait clairement un vif intérêt dans le monde d'adhérer à l'IS. Nous devons être efficaces, clairs et capables de répondre aux attentes de ces gens, et donc une décision très importante avait été prise concernant une nouvelle procédure pour traiter les demandes. Un questionnaire allait être envoyé à tous les partis intéressés et les réponses ensuite évaluées par le Comité.

Deuxièmement, les membres du Comité allaient collectivement partager la responsabilité et chacun préparer un rapport sur les demandes qui leurs avaient été confiées, faire les recherches et faire un rapport au Comité. Le processus avait déjà commencé, dit-il: 25 demandes avaient été rejetées et 53 demandes attendaient d'être étudiées en accord avec les procédures avec une prise de décision au Congrès.

Parmi les demandes reçues auparavant, le Parti socialiste du Yémen avait déjà le statut consultatif, et le statut de membre à part entière avait été recommandé à l'unanimité en tant que geste de solidarité avec son peuple qui avait revendiqué la liberté, défié le régime dans les rues et travaillé dans un contexte social et politique très difficile, si différent du nôtre.

Troisièmement, le Conseil à Athènes avait décidé de suspendre l'Alliance de Sociaux-Démocrates Indépendants, SNSD, de Bosnie. Ayala, comme demandé, avait écrit au parti exprimant les préoccupations du Comité et avait reçu une réponse. Le Comité avait discuté cette réponse et décidé de

maintenir cette suspension jusqu'au Congrès, quand une évaluation complémentaire aura eu lieu et où le Congrès prendra sa décision finale.

De plus, à Athènes, dit-il, le Comité avait décidé de recommander la suspension du Front Sandiniste de Libération Nationale. Toutefois, pour rétablir les faits, cela n'avait pas été présenté ainsi au Conseil qui ensuite était convenu d'envoyer une lettre au FSLN décrivant les inquiétudes du Comité. Une lettre avait été envoyée au FSLN, et une réponse détaillée avait été reçue. Le Comité allait étudier la réponse et donner un rapport avant qu'une décision finale soit prise.

Il y avait eu des préoccupations concernant la persécution d'homosexuels en Afrique et ailleurs, y compris au Ghana où l'IS avait un parti membre. L'IS avait été en contact avec le Président de la République et avait été assuré qu'il s'agissait de cas isolés au niveau des gouvernements régionaux, et non pas du gouvernement central qui s'engageait pour des mesures afin d'éviter une répétition.

Ayala rapporta que, suite aux discussions sur l'abolition de la peine de mort, un axe fondamental du Comité Ethique, cela avait été porté à l'attention du Premier ministre de Mongolie et il nous avait informé qu'ils allaient insister sur un projet de loi de faire adhérer la Mongolie à la convention internationale abolissant la peine de mort. Il y a cinq jours, rapporta-t-il, la bonne nouvelle avait été reçue que le parlement de Mongolie avait adopté cette législation.

George Papandreou souligna que lorsque l'IS prenait position sur des questions de principe, nos partis membres étaient prêts à aider. Il rappela les nombreuses interventions de Président Talabani sur cette question très importante, et son refus, en tant que membre de l'IS, de signer les peines de mort en Iraq.

Le rapport du Comité Ethique de l'IS a été adopté.

Troisième thème principal: REFORME DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

Miguel Vargas, République dominicaine, PRD, Vice –président de l'IS, félicita le Groupe de travail sur la réforme de son travail dans lequel la secrétaire internationale de son parti avait participé. Le rapport, dit-il, détaillait les objectifs de renforcer l'IS, améliorer son efficacité, et assurer sa solidité financière, ainsi que d'établir l'élection démocratique de ses représentants et la durée de leurs mandats.

Son parti souhaitait souligner le besoin d'une représentation plus équilibrée des différentes régions du monde dans les comités Ethique et de la Finance. Une communication renforcée au sein de l'IS était également nécessaire pour diffuser davantage ses actions et décisions dans toutes les sphères où les procédures de l'organisation se déplaient.

Cela nécessitait de l'argent bien sûr, et la base économique de l'IS devait être renforcée ce qui impliquait la conformité des partis membres. Nous devons payer nos cotisations, complètes et à temps, et prendre en compte que l'on ne pouvait être membre à part entière qu'à condition d'avoir payé ses cotisations complètes. Il dit que tous les membres devraient approuver ces changements.

Yelena Trivan, Serbie, DS, souhaitait intervenir de la perspective d'un pays de l'Europe du Sud-est, où tous, ayant déjà des économies pauvres, avaient été terriblement touchés par la crise économique. Elle était utilisée comme excuse pour les abus des droits de l'homme et pour élargir le fossé entre les riches et les pauvres; elle avait fait augmenter le scepticisme et diminué l'enthousiasme pour les processus

démocratiques à travers la région; et elle avait fourni une ouverture pour le nationalisme et le populisme avec des conséquences sanglantes. Il était donc extrêmement important de réaffirmer tous nos idéaux sociaux-démocratiques et de faire en sorte que nos partis soient élus.

Elle voyait la réforme de l'IS comme une opportunité d'inclure un objectif structurel organisé d'aider les partis dans les processus électoraux. Elle avait été témoin de l'importance du message de campagne de Président Papandreou que voter pour une option particulière voulait dire voter pour appartenir à une famille influente sur laquelle le pays entier pouvait compter.

Le manque de confiance dans les politiciens et la politique en général était en effet un problème ainsi que la perte de croyance en la justice sociale. Ceci signalait le besoin d'engager les jeunes gens à travers des activités conjointes avec IUSY ce qui allait avoir besoin d'aide et de renforcement.

L'IS a toujours joué un rôle important dans la promotion des droits de la femme. Afin d'étendre cet effort, dit-elle, elle devait montrer sa volonté d'augmenter la participation de femmes dans tous ces organismes et de respecter les décisions prises par l'IS des Femmes. Elle soutenait fortement la résolution de l'ISF de participer à toutes les activités de l'IS.

En conclusion, elle félicita les collègues en Croatie de leur succès électoral et de leur référendum positif sur l'adhésion à l'UE. Elle espéra que les sociaux-démocrates allaient gagner les élections en Serbie en mai, ce qui allait être important non seulement pour son parti mais pour le changement substantiel que cela allait apporter au climat politique dans la région.

Mario Nalpatian, Arménie, ARF, exprima la solidarité de son parti avec le Président de l'IS, Papandreou dans ses énormes efforts pour maintenir l'économie de la Grèce dans ces difficultés créées par la révolution du marché qui cherchait à faire de l'agenda politique un agenda financier où la politique était juste un accessoire et les gens des simples clients et spectateurs. Il dit que son parti avait été réellement intéressé par la question de réforme et avait participé au Groupe de travail. Les trois Co-présidents avaient fait de grands progrès malgré les tensions inévitables en discutant les changements à faire dans l'institution pour la rendre plus utile pour ceux qui souffrent d'attaques de néolibéraux et de partisans du marché libre.

Selon son parti, la réforme en plus d'être structurelle et organisationnelle, devait englober l'idée que l'IS devait retrouver son rôle de leader pour le peuple dans le « mouvement occupy » à travers le monde. Nous devons décider si nous étions vraiment à leurs côtés, ou seulement dans nos bureaux sans comprendre les intérêts du peuple.

Il pensait que le processus de réforme devait incorporer le sentiment de ceux qui avaient été pendant des années nos principaux électeurs, mais qui à présent s'étaient lassés parce qu'ils ne nous voyaient pas comme la représentation de leurs intérêts légitimes et la défense de leurs droits.

Ayant l'honneur de diriger, aux côtés d'Alexandra Dobolyi, le Comité de la région du Caucase, de la CEI et de la Mer noire, il savait que le rôle et le leadership des comités régionaux devait être renforcé. Son Comité était en contact direct avec des partis membres de la région qui partageaient leurs inquiétudes chaque jour et ces efforts nécessaires renforçaient leur rôle. Les autres organisations régionales avaient besoin de plus de pouvoir afin de pouvoir faire un travail similaire.

Un plus grand équilibre était également nécessaire, dit-il, afin que toutes les régions soient incorporées de manière démocratique dans les comités statutaires et puissent participer aux prises de décisions dans l'IS. Son parti considérait le Présidium de l'IS comme une structure essentielle qui devait assumer un rôle de premier plan et une responsabilité qui avait été écornée ces dernières années, dû à l'absence de leaders, et donc, une perte de visibilité et de crédibilité. Le Présidium était d'une importance vitale, et afin de le renforcer, ceux qui étaient élus devaient participer aux réunions. Si dans des cas extrêmes des remplacements étaient nécessaires, ceux-ci pourraient peut-être considérés comme des remplacements permanents.

Son parti était d'avis que des élections démocratiques ouvertes au sein de l'organisation étaient nécessaires pour la revitaliser dans un contexte mondialisé dans lequel elle effectuait ses tâches. Ils avaient longuement discuté les limites des mandats et décidé qu'il ne devait pas y avoir de limite.

Johan Hassel, IUSY, dit que son organisation voyait l'IS comme un acteur crucial dans la lutte pour leurs principes progressistes. Un mouvement fort, progressiste et réellement mondial était nécessaire pour pouvoir lutter contre la pauvreté, les violations des droits de l'homme, les régimes autoritaires et tous les défis que la mondialisation avait amenés et qui étaient exacerbés par la crise économique.

IUSY pensait qu'il était important de reconnaître le rôle historique de l'IS, mais d'être également honnête dans l'autocritique de sa position actuelle. IUSY avait poussé à une réforme de l'IS, et lorsque le printemps arabe avait éclaté nous nous étions retrouvé du mauvais côté, aux côtés des régimes autoritaires, et ceci était une des raisons pourquoi nous avons cette réforme à présent. Nous devons voir combien d'influence nous avons: nous étions très présents en Amérique latine, mais en Europe et dans d'autres régions, c'était plus difficile.

Il pensait que l'IS était un forum où nous pouvions nous retrouver et renforcer notre agenda, mais nous devons reconnaître que les faiblesses visibles au sein des pays nationaux se reflétaient dans l'IS, alors que nous faisons face à la crise économique et à l'agenda néolibéral. Afin de confronter cet agenda idéologique, nous devons réaliser où nous nous trouvons et insister plus fermement sur la réforme. Il remercia les Co-présidents de leur très bon et parfois difficile travail et dit que le rapport, bien qu'un pas dans la bonne direction, était trop faible, surtout dans la dernière section: il n'était pas assez concret et IUSY était inquiet sur comment il allait être mis en œuvre. En renforçant l'IS, nous allons avoir un impact politique plus important en faisant avancer la démocratisation, et en améliorant la gouvernance mondiale et les institutions internationales, et il y avait également le ralliement des forces progressistes à travers le monde et le partage des processus instructifs pour gagner les élections.

Il demanda pourquoi l'accord d'une limite des mandats à deux termes n'allait pas être appliqué directement. Il pensait également que la suggestion de remplaçants désignés de membres du Présidium pouvait assurer une véritable participation et une discussion avec des contributions avec un apport qui pouvait être utile pour les partis.

Hassel proposait des discussions plus concrètes, peut-être lors d'une session plénière des leaders, de l'excellent document de la commission Stiglitz, ce qui selon lui, allait mener à un plus grand engagement pour son application pratique. Il suggéra également que les comités régionaux se réunissent plus souvent et soient renforcés.

Pour IUSY, sa coopération avec l'IS était d'une importance vitale en tant que lieu où de jeunes leaders pouvaient gagner de l'expérience, débattre et défier les politiques au sein du mouvement. Il remercia

ceux qui étaient intervenus en faveur du renforcement de la coopération. IUSY ne recevait aucun soutien financier, et, tout en reconnaissant les difficultés financières de l'IS, il pensait que c'était une question de priorités. Si l'IS voulait qu'IUSY ait une chance de participer, elle devait en faire une priorité financière. Il était reconnaissant pour les suggestions dans le rapport concernant la formation de jeunes leaders à travers la participation dans l'IS et attendait sa mise en œuvre. IUSY proposait une commission conjointe, se concentrant sur le chômage des jeunes et sur la revendication de l'éducation pour tout le monde, au sein d'un agenda social durable pour faire sortir les jeunes de la pauvreté et vers le progrès.

Dernièrement, il dit que le rapport contenait une courte partie sur la mise en œuvre et IUSY exhortait le développement d'un plan d'action avec un calendrier pour traiter quelles réformes devaient commencer à quel moment, et que ces décisions devaient être prises ici et maintenant, avec une évaluation lors du Congrès sur comment continuer. Il soutenait la proposition de réunions régulières des secrétaires internationaux en tant que moyen pour surveiller, soutenir et approuver le processus de réforme.

Alfonso Gómez, Colombie, PLC, Vice-président de l'IS, a exprimé son appréciation pour l'excellent travail fait par le groupe de travail. Il dit que l'objectif de la réforme était d'aider l'organisation à parvenir à ses objectifs. Voir comment l'IS pouvait avoir de l'influence, rester d'actualité dans ces temps, et garder nos partis au pouvoir. Nous devons également être une organisation démocratique qui représentait le monde. Nous devons trouver un moyen pour surmonter ce que l'on pouvait appeler la crise de nos partis, ou l'attitude de la droite basée sur l'idéologie qui cherchait à supplanter les partis politiques comme moyens de communication et de les remplacer par des personnes avec un esprit d'affaires ou des partis basés sur les médias.

Il pensait que l'objectif de la réforme devait être de trouver des moyens pour créer des nouvelles structures, et intégrer ceux qui partageaient nos points de vue mais qui délaissaient nos partis et ainsi ouvraient des espaces qui étaient remplis par des personnes dont les objectifs n'étaient pas démocratiques, et qui étaient juste des leaders d'opinion. Nous devons maintenir le poids de l'IS à travers le monde, et empêcher que le faux processus d'idéologie reprenne nos partis démocratiques.

Ensuite il y avait la double question de la communication, continua-t-il, de comment utiliser les médias modernes et améliorer le flux d'information entre nos partis, et comment disséminer le travail de l'IS et ses résolutions au public général afin qu'ils puissent être utilisés.

Son parti était convenu du besoin de garder dans l'IS un système d'élections ouvertes et libres au sein du cadre du Congrès afin de garantir la transparence. En ce qui concernait les conditions des mandats, il dit qu'elles devaient être clairement indiquées avant le Congrès en Afrique du Sud, où toute réforme adoptée allait prendre effet. En conclusion, il cautionna que nous devons également être très attentifs à la surveillance du respect de telles réformes afin d'assurer qu'elles soient appliquées.

Bernal Jiménez Monge, Costa Rica, PLN, a félicité le Président du groupe de travail sur la réforme, Eero Heinäluoma, sur son excellent travail. Il avait réussi à résumer et harmoniser tous les différents critères de tous les participants à Genève et Marrakech, ce qui n'était pas une tâche facile. Aucune organisation, dit-il, ne pouvait continuer d'opérer sans auto-évaluation, surtout s'il y avait eu une croissance impressionnante. Mais l'évaluation et la réforme devaient avoir des objectifs clairs et une feuille de route précise afin de fonctionner. Le rapport, dit-il, mentionnait clairement nos objectifs.

Il avait réfléchi aux nombreuses discussions extraordinaires et très utiles de l'IS qui ne touchaient jamais le grand public. Nous avons montré que nous pouvions réfléchir, nous étions des universitaires avec

beaucoup d'expérience et de participation politique, mais nous devons également montrer que nous savions agir. La social-démocratie était une philosophie contemporaine qui devait être disséminée plus largement, dit-il.

En ce qui concernait les propositions sur la structure, il pensait qu'elle ne devait pas subir trop de changements: le Présidium fonctionnait très bien et allait continuer de faire ainsi, tels que les réunions de Conseil et les Congrès tous les quatre ans. Et forcément une organisation qui promouvait la démocratie à travers le monde devait avoir des élections ouvertes démocratiques, où chaque membre de l'IS avait une voix. Il était d'accord sur le fait que l'information dans les médias devait être renforcée.

La participation des femmes et des jeunes devait être encouragée et garantie, dit-il, comme cela était le cas dans son parti.

Dernièrement, dit-il, on ne pouvait pas faire grand-chose sans ressources financières, et le Secrétaire général avait eu besoin de miracles pour recevoir de l'argent. Il pensait qu'environ 60% seulement des cotisations avaient été collectées, ce qui voulait dire que sur un budget d'environ un million, le revenu actuel était d'environ \$ 700.000. Il y avait des partis qui avaient les moyens et pourtant ne payaient pas leurs cotisations, ce qui n'était pas juste envers les partis avec des moyens plus modestes qui payaient. En effet, les pays en développement avec moins de revenu par habitant payaient proportionnellement plus. Il fit appel aux participants de reconnaître que toutes les propositions se basaient sur la mobilisation des ressources, et que si nous voulions des réformes et de l'influence dans le monde, nous devions avoir les moyens financiers correspondants. Il demanda aux partis qui n'avaient pas payés leurs cotisations, surtout ceux qui en avaient les moyens, de montrer leur engagement, se rappelant que la discipline et la solidarité commençait à la maison: il fallait payer les cotisations.

Isabel Owen, Grande-Bretagne, Parti travailliste, remercia tous ceux qui avaient travaillé si durement sur ce rapport si important. Elle dit que la réforme de l'IS avait été un sujet de discussion pendant ces vingt dernières années, mais qu'à présent les événements dans le monde arabe et l'adhésion à l'IS de partis au gouvernement de Tunisie et d'Égypte avaient propulsé le besoin d'action urgente. Elle cita une lettre signée par le leader de son parti Ed Miliband ainsi que de 28 autres leaders de partis membres de l'IS du monde entier, appelant à des réformes pour donner une pertinence politique à notre alliance, la rendre visible au public avec des procédures transparentes et démocratiques et avec des membres capables d'être à la hauteur de ses standards.

Son parti pensait que le rapport, tout en faisant un pas significatif dans la bonne direction de la réforme, n'allait pas suffisamment loin: il ne mentionnait pas de changements qui rétabliraient l'IS en tant que organisation de pertinence politique, telle qu'elle avait établie au début, et que son parti avait aidé à fonder. Il ne fournissait pas d'évaluation approprié des objectifs de l'IS, ni du travail fait à présent et du travail nécessaire à l'avenir. Il était très important que nous examinions tous les raisons pour le manque d'engagement politique, dit-elle. Nous avons besoin d'une série de principes clairs pour l'adhésion, pour les candidatures et pour la continuation de l'adhésion et pour continuellement nous mesurer contre ces principes auxquels nous adhérons et que nous utilisons comme clarification pour notre organisation.

Nous avons besoin d'un système de représentation viable dans le cas où des Vice-présidents seraient incapables de participer à des réunions: nous étions des partis politiques et devrions être capables d'avoir une représentation politique à chaque niveau de l'IS.

Elle était d'accord avec son collègue d'IUSY que l'essentiel était la mise en œuvre et que cela allait nécessiter des mécanismes pour assurer que l'exécution allait de l'avant d'une manière dans laquelle nous avions tous confiance.

Sur la question financière, nous devions aller plus loin que ce qui se faisait dans le Comité des finances. Une évaluation approfondie des cotisations, qui les payait, pourquoi et comment, était nécessaire et nous devions savoir exactement comment chaque centime de l'IS était dépensé.

En conclusion, elle dit que son parti demandait à ce que l'IS continue avec l'important processus de réforme, utilisant le rapport comme base de discussions, et d'utiliser cette opportunité pour mener le processus comme il faut, y compris les points qu'elle venait de mentionner, et de faire ceci avant le Congrès.

Gilles Mahieu, Belgique, PS, dit que son parti avait été très actif dans la mise en œuvre de la charte Ethique et assurant que l'IS allait garantir la solidarité à tous ces membres dans tous les coins du monde.

Il pensait que la discussion sur la réforme était essentielle. Il remercia la Groupe de travail pour tout ce qu'il avait fait et dit qu'il était inconcevable de ne pas voir nos valeurs se traduire en actions. Il voyait trois éléments principaux: le financement, l'opération et les activités. Chacun avait besoin d'action urgente, soit sur le court ou long terme.

Le premier impliquait les membres, basé sur le respect de nos valeurs et de nos statuts. La transparence était essentielle et de bonnes propositions avaient été faites pour renforcer ces processus et garantir qu'aucun parti ne pouvait s'imposer à un autre.

En ce qui concernait l'opération, son parti soutenait des élections directes libres de la direction avec un mandat de quatre ans, renouvelable. Il soutenait également les propositions de représentation dans les Comités et au Présidium. Il devrait y avoir une proposition mixte pour le Présidium, dit-il, avec des remplacements si nécessaire mais soumis à examen s'ils avaient une expérience suffisante.

En ce qui concernait les ressources financières et humaines, son parti applaudissait l'idée d'activistes IS qui nous permettaient de rester en contact avec différents secteurs. Il s'occupait de la mobilisation d'activistes au monde entier: les techniques devaient être adaptées aux réalités locales et donc les connaissances locales devaient toujours être soutenues.

Il souhaitait conclure par l'essentiel: cette réforme devait renforcer nos valeurs, notre solidarité et notre fraternité. Tels étaient les piliers qui nous distinguaient des autres forces publiques qui pouvaient déguiser leurs objectifs, très différents des nôtres, et souvent basé sur des groupes d'intérêts spéciaux.

Marije Laffeber, Pays-Bas, PvdA, remercia les trois co-présidents pour leur travail et pour le rapport, et dit que dans ces temps de courants réactionnaires, en Europe, aux USA et en Amérique latine, nous avions désespérément besoin d'un fort mouvement international de coopération et de solidarité comme alternative. Le printemps arabe avait clairement montré que l'IS avait cruellement besoin de réforme. Elle avait une longue histoire et à présent avait besoin d'un long avenir. Nous le devons à nos prédécesseurs, à nous-mêmes, et aux générations futures. Son parti avait activement contribué au travail et salué les propositions dans le rapport concernant la transparence, plus de démocratie interne et une limite de mandats. La démocratie voulait dire partager les responsabilités entre partis membres et la limite des mandats voulait dire partager l'opportunité de servir l'IS.

Son parti, continua-t-elle, avait changé les limites de mandat de deux à quatre ans avec deux mandats consécutifs seulement, et donc personne ne pouvait garder la même position pendant plus de huit ans. Bien qu'elle ait pu rester plus longtemps dans sa position de secrétaire internationale, elle pensait qu'il était sain et respectueux des politiques du parti de laisser la place aux nouvelles générations et elle avait donc démissionnée. Elle était heureuse que le Congrès de son parti ait élu une nouvelle jeune femme de prendre sa place.

Son parti saluait également les propositions concernant les comités Ethique et SIFAC, la promotion active de la diversité, et le renforcement de coopération avec les femmes et les jeunes pour promouvoir l'égalité et investir dans les générations futures. Une représentation de 30% de femmes était un début, dit-elle, mais allait devoir augmenter.

La coopération avec les ONG, syndicats et autres partenaires progressistes qui allaient renforcer le mouvement dans son ensemble était également la bienvenue. Elle pensait que le renforcement de la base financière de l'organisation ne voulait pas forcément dire une augmentation des membres, mais une gestion plus efficace des dépenses et des cotisations plus équitables avec des critères transparents.

En somme, son parti voyait le rapport comme un bon premier pas et base pour de futurs débats. Il souhaitait créer un comité travaillant sur un code de conduite international pour l'IS, un code que certains partis possédaient déjà. La responsabilité la plus importante était à présent d'assurer que les propositions du rapport étaient adoptées, et suivies de fortes propositions supplémentaires. Nous devons garantir que cette modernisation allait vraiment avoir lieu, commençant cette année, et que tous les développements concernant l'organisation étaient surveillés de près.

Francisco Rosales Arguello, Nicaragua, FSLN, dit qu'au début de la Première Guerre mondiale, la lutte principale de la Seconde Internationale avait été de parvenir à la paix. Cent ans après, nous n'étions pas en train de discuter du problème majeur auquel le monde devait faire face: le besoin d'une stratégie pour empêcher le fléau de la guerre. L'IS devait faire appel à l'ONU de tenir une conférence mondiale pour endiguer la vague de guerres et empêcher que l'équivalent moderne de l'impérialisme reçoive ce qu'il voulait.

Depuis 1945, dit-il, il y avait eu une triste longue liste de guerres locales constantes en Corée, en Chine, au Vietnam et en Iraq, et même des partis membres de l'IS en Europe avaient participé à cette guerre qui avait fait 1,2 millions de morts, et où aucune arme de destruction massive n'avait été trouvée. A présent, il y avait la possibilité d'une guerre avec l'Iran, utilisant Israël, et la Turquie encourageait l'invasion de la Syrie afin de résoudre des problèmes internes tels que les droits de l'homme. Ceci avait également eu lieu en Lybie sous prétexte d'un couloir humanitaire et la résolution de l'ONU menant à des actions qui avaient fait des milliers de morts en Lybie. En tant qu'Internationale Socialiste nous devons viser à empêcher la guerre, et tel devait être notre tâche la plus importante puisque ces dangers de guerre étaient imminents et sérieux et le monde attendait anxieusement.

Il dit que la démocratie et le marché étaient une autre question; il fallait que les gouvernements limitent la liberté totale de l'Etat, mais sans planification économique centrale de l'Etat. L'IS devait préparer une stratégie où l'équilibre allait mener à la sagesse et empêcher que les lois du marché nous mènent en guerre. Les marchés habituellement finissaient par des grandes transnationales puissantes qui étaient en faveur d'un cycle de guerre. Nous devons mettre fin à ce cycle, et les statuts et règlements de l'IS étaient le moyen pour mettre en œuvre notre stratégie.

Il exprima sa grande admiration et solidarité avec le Président Papandreou pour la manière dont il avait dit qu'il allait demander l'avis de son peuple. Mais il avait été remplacé dans un coup d'Etat virtuel parce qu'à présent les gens n'avaient pas de voix: c'était les pouvoirs économiques qui soutenaient Merkel et Sarkozy et les autres.

Son parti soutenait l'élection des leaders de l'IS par un vote direct et ouvert au Congrès et pensait que les statuts devaient refléter la pluralité, la proportionnalité et la représentativité. Il remettait en question la composition du Comité Ethique avec ses nombreux partis d'Europe. Les comités devaient avoir un équilibre et une représentation proportionnelle: nous devons démocratiser notre organisation, et cela devait s'appliquer aux statuts et au processus de réforme. Une consultation et discussion approfondies des questions étaient nécessaires et la mise en œuvre devait être absolument transparente, et aucun parti devait avoir plus d'importance parce qu'il payait plus ce qui donnerait raison au proverbe: l'argent est roi. Nous devons respecter le développement équitable, et le travail déjà effectué, dit-il. Le processus de réforme devait être basé sur des propositions, mais il insista que les discussions devaient être approfondies et pas limitées à une certaine période de temps. Il exhorta que nous respections les grands principes et valeurs qui avaient créé l'IS et que nous nous dévouions à la lutte contre la guerre.

Eero Heinäluoma, Co-président du groupe de travail, s'excusa de devoir partir et de retourner en Finlande. Il était fier de la qualité constructive de la discussion sur le rapport qui avait montré que sur la plupart des propositions les gens étaient du même avis. Ceci n'était ni le début, ni la fin de la réforme, mais devait continuer tout au long des activités de l'IS. La Charte Ethique était le document le plus important des principes de notre organisation ainsi que pour le rapport qui allait avoir beaucoup de poids.

Concernant le rôle de SIFAC et les finances de l'IS, il dit avoir parlé au Président et aux membres du comité, et pouvait assurer aux participants que les revenus et dépenses de l'IS étaient complètement ouverts pour les membres de SIFAC.

Il reconnut que les partis avaient différents points de vue sur la limite des mandats: la réunion à Marrakech avait longuement discuté ce point et avait atteint un point de vue unanime favorable. Tout le monde allait être éligible au prochain Congrès et à partir de ce moment les mandats allaient être comptés.

La priorité avait été donnée au besoin d'une augmentation des ressources, d'aide aux comités régionaux, le rôle du Secrétaire général, et la possibilité d'un Secrétaire général adjoint qui donnerait plus de possibilités au Secrétariat. Il était content que de si nombreux intervenants avaient souligné le besoin de payer leurs cotisations et le lien entre droits et devoirs.

Il était clair, continua-t-il, qu'il y avait un accord sur les élections directes et ouvertes au Congrès et il proposait que cela pouvait déjà être décidé lors de cette réunion. Sur la question de coopération avec l'IS des Femmes, il pensait que le rapport devrait mentionner la coutume de tenir les réunions de Conseil de l'IS et de l'ISF en tandem.

La discussion sur la possibilité de réunions des secrétaires internationaux n'avait pas été conclusive, dit-il. Peut-être le Président savait-il comment procéder.

La question de remplaçants lors des réunions du Présidium était une question difficile et nécessitait plus de réflexion avant de faire une proposition concrète. Il pensait que les Vice-présidents devraient donner leur opinion sur cette question.

Heinäluoma remercia tous les intervenants pour leurs contributions qui avaient fourni une bonne base pour la continuation du travail. En conclusion il espéra que le Président allait faire une recommandation finale après avoir entendu tous les commentaires.

Carmen Smidt, Afrique du Sud, ANC, dit que l'ANC s'était engagé pour l'idée de réforme depuis 2004, et la plupart des questions avaient été abordées, mais elle souhaitait en souligner quelques unes. Le rapport devait être plus fort sur la question de l'égalité entre les sexes, et le calendrier pour la mise en œuvre était très important, sinon le débat allait continuer pendant longtemps. Se référant au document présenté en 2004, elle dit qu'il était très important de définir ce que mouvement mondial progressiste voulait dire exactement.

Elle pensait qu'il fallait réfléchir davantage à comment le Présidium et les comités régionaux étaient structurés afin de mieux représenter l'équilibre mondial, et elle était d'accord sur le fait qu'une cotisation élevée ne voulait pas dire une voix plus importante. Ceci devait également s'appliquer au Comité Ethique. Les partis devaient être plus impliqués dans la question de savoir qui allait représenter leur région au Présidium, et les comités régionaux étaient les mieux placés pour le faire.

Smidt était d'accord sur l'importance essentielle des cotisations pour le fonctionnement de l'IS, mais souligna que certains partis qui n'étaient pas au pouvoir n'avaient pas les moyens de payer et ainsi il serait judicieux de d'examiner un système de collecte de fonds ou d'investissement. Des festivals de l'IS pourraient rehausser le profil public de l'IS ainsi que d'apporter des fonds.

En conclusion, elle proposait la création d'un porte parole de l'IS qui pourrait présenter un profil aux médias et peut-être laisser le Secrétariat développer un profil d'expertise et de recherche pour renforcer l'information qui allait vers la société politique mondiale.

Wenceslao Mansogo, Guinée Equatoriale, CPDS, dit que son parti partageait de nombreux points de vue qui avaient été exprimés, et il souhaitait se concentrer en particulier sur le fonds de solidarité qui était nécessaire parce que certains partis étaient au pouvoir, d'autres en opposition, et donc ne pouvaient pas tous contribuer au même niveau. La solidarité n'avait pas été très prononcée, parce que même dans l'IS, les puissants ne pensaient pas souvent aux faibles. La solidarité voulait dire plus de soutien de ceux au gouvernement pour ceux en opposition qui souvent étaient attaqués par le régime. Des partis comme le sien n'avaient pas toujours les moyens de participer aux réunions et apporter leurs idées: sa participation avait lieu grâce à l'intervention d'un parti ami. Il remercia ceux qui soutenaient ceux qui n'avaient pas les moyens et suggéra que cela soit fait de manière plus générale.

Il dit que le rôle du Comité Ethique était crucial pour la surveillance de nos membres, et assurer le respect de nos principes fondamentaux de solidarité, justice sociale et la liberté. Nous devons donc éviter à avoir à expulser des membres dont la conduite n'était pas correcte.

En ce qui concernait la limite des mandats, son parti pensait que ceci devait être décidé par les électeurs et qu'il ne devait pas y avoir de limite des mandats.

Sur la situation dans son parti, il dit qu'ils luttèrent contre un régime totalitaire brutal, dans une situation très inégale avec de graves violations des droits de l'homme et des fraudes électorales systématiques. Ils n'avaient donc pas de ressources économiques et étaient limités dans leurs sources de revenu puisque même l'emploi leur était refusé, ce qui rendait la procuration de fonds pour les cotisations très difficiles. Son parti, comme de nombreux autres, souvent ne pouvaient pas participer aux réunions parce que le voyage était trop coûteux, et donc il proposa d'avoir une réunion de comité en Guinée équatoriale ce qui les soutiendrait et montrerait qu'ils faisaient partie de cette famille idéologique.

Nikolay Levichev, Fédération russe, Parti une Russie juste, dit que dans cette seconde vague de la crise financière, le modèle économique mondial moderne ne favorisait pas le développement, et n'éliminait pas les déséquilibres socioéconomiques. Il était toujours conçu pour fournir une percée technologique pour quelques pays seulement. Nous avons donc besoin de nouvelles institutions et de nouveaux modèles de comportement économique.

Le marché était un problème pénible et nuisible à la cohésion sociale en Russie: certains le voyaient comme un mal nécessaire et d'autres comme la panacée. Les principaux politiciens affirmaient qu'ils ne retourneraient pas au passé totalitaire et qu'ils étaient engagés dans l'économie du marché et les valeurs libérales. Les socialistes étaient d'accord avec la première partie, mais pas la deuxième.

Après 20 ans de capitalisme sans entrave, continua-t-il, ils luttèrent contre les appels des communistes au retour à ce totalitarisme et contre des tentatives de créer un nouveau parti libéral qui prétendait ne pas reconnaître le concept de l'Etat social bien que cela soit ancrée dans la Constitution.

Libéré des instruments du contrôle public et renforcé par le capital industriel et financier, l'élite de l'Etat transformait des institutions du gouvernement en leurs propres organisations comme source d'argent, dont le pouvoir était à vendre sous forme de protectionnisme, augmentant ainsi la corruption. Ceci souleva la question de quel modèle choisir: la stimulation de la production ou de nouveaux emplois, ou l'investissement dans l'infrastructure. Ceci, dit-il, n'était pas une question simple, étant donné la complexité de l'économie mondialisé et interconnecté qui était très sensible à toute mesure régulatrice.

Après le triomphe du capitalisme oligarchique en Russie, ils ne devaient pas sauver un système corrompu, ni créer une société de marché, mais reconstruire une société sur un modèle socialiste par un transfert civilisé de l'économie, de la politique et de l'idéologie. Ils devaient utiliser les avantages d'une économie de marché pour encourager les petites et moyennes entreprises. Il était convaincu que l'investissement dans l'infrastructure et les services sociaux était un instrument gagnant pour revitaliser l'économie et développer une demande efficace. Bien que toute économie nationale doive trouver son équilibre optimal, il nota qu'en quatre ans son parti avait presque doublé ses votes, gagnant 14% des sièges de la Chambre basse du parlement fédéral et 18% aux élections régionales dans un tiers du pays.

En ce qui concernait la réforme de l'Internationale Socialiste, il dit que l'IS devait clarifier ses principes idéologiques et politiques à la lumière des réalités contemporaines. Son parti voyait la rotation démocratique de la direction comme une condition essentielle pour son fonctionnement efficace, mais le rapport soulevait plus de questions sur le développement de l'organisation qu'il n'offrait de provisions institutionnelles spécifiques pour le renforcement de l'IS et de ses partis membres dans la détermination de l'agenda mondial. Il pensait que les décisions du comité Ethique devaient être plus transparentes et être prises en présence des partis concernés.

Pour que l'IS soit plus efficace, une plus grande efficacité et un plus grand intérêt pour les développements dans les différentes régions était nécessaire. Lors de la dernière réunion du Conseil il avait été dit que nous n'avions pas réagi au printemps arabe, et que nous n'avions pas voulu nous apercevoir que de nombreuses organisations politiques qui se cachaient derrière le drapeau du socialisme, en vérité, n'étaient pas socialistes. Cette situation, dit-il, s'était répétée dans l'ancienne Union soviétique avec des événements au Kirghizstan, Kazakhstan et en Moldavie, souvent ignorés des socialistes et pas examinés politiquement. Des manifestations de masse avaient eu lieu en Russie suite aux élections de décembre 2011, avec environ 100.000 personnes rien qu'à Moscou, remettant en question la modernisation du système politique. Son parti avait pris une position de principe sur l'évaluation de l'élection et avait préparé des centaines de plaintes sur l'application de la loi.

Ces mouvements de masse et manifestations dans les rues, continua-t-il, avaient besoin de soutien et de dialogue de la part de leaders et partis socialistes du monde entier, et l'IS devait chercher la reconnaissance parmi le peuple et influencer de manière active l'agenda mondial. Elle devait être associée plus clairement à des actions internationales telles que « Occupy Wall Street » qui avait reçu une grande attention médiatique.

Levichev dit qu'il était impossible de surestimer le rôle de George Papandreou dans sa lutte pour son pays, mais nulle part dans les nouvelles mondiales le fait avait-il été souligné que c'était une lutte pour un meilleur avenir des familles grecques, avec le soutien de l'Internationale Socialiste.

L'IS devait travailler de manière plus substantielle avec les partis démocratiques traditionnels dans les pays BRIC et les nouveaux mouvements politiques en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Ceci allait peut-être nécessiter des amendements de la Déclaration de principes ainsi que des discussions et ensuite le consentement ou un nouveau texte lors du prochain Congrès.

Sur une question d'organisation, il dit que tous les quatre, cinq ans, chaque parti membre allait aux urnes. Il proposa un délai de six mois pour le paiement des cotisations à l'IS dans l'année de l'élection d'un parti au parlement.

En conclusion, il exprima sa conviction que les partis de l'IS avait une base sociale forte qui nous permettait de regarder avec confiance vers l'avenir, et de rester une des organisations internationales qui faisait le plus autorité.

László Kovacs, Hongrie, MSzP, dit que l'agenda de notre Conseil montrait clairement que nos trois objectifs nous différenciaient clairement des conservateurs, des libéraux, de l'extrême droite et de l'extrême gauche. Nos objectifs étaient la démocratie, la justice sociale et la durabilité. La tâche la plus urgente à laquelle nous faisons face, était la crise financière et ses conséquences catastrophiques provenant des politiques néoconservatrices et néolibérales et du manque de contrôle démocratique des marchés et institutions financières. En Europe, sous de gouvernements de droite pour la plupart, plus de 20 millions d'emploi avaient été perdus, des millions d'entreprises avaient fait faillite, et le fossé entre riches et pauvres s'était creusé de pire en pire. Il pensait que les socialistes avaient perdu du terrain parce que les partisans traditionnels des couches à revenus plus faibles avaient perdu confiance en la capacité des gouvernements de les protéger. Bien que la droite n'offre que des mesures d'austérité pour contrer la crise, il y avait aussi une différence majeure dans la manière dont ils appliquaient ces mesures au détriment des moins fortunés et au bénéfice des riches, tandis que les socialistes faisaient le contraire.

Les gouvernements de droite, continua-t-il, comme celui en Hongrie, utilisaient la crise comme prétexte pour restreindre la démocratie, l'Etat de droit et les libertés fondamentales, ce qui renforcera sûrement la position des socialistes comme cela était le cas au Danemark, en Irlande, en Finlande et en Croatie. Il avait confiance que nos partis en Allemagne et en France allaient donner un nouvel élan à l'UE, et à une intégration européenne renforcée.

En ce qui concernait la durabilité, il dit que le concept socialiste allait nettement plus loin que la protection environnementale traditionnelle: il abordait le changement climatique par une stratégie offensive concentrée sur l'économie verte, incluant des nouveaux emplois et le développement technologique.

En conclusion il dit que son parti soutenait entièrement ce rapport et encourageait le Conseil et les partis membres à appliquer les propositions.

ALLOCUTION SPECIALE

George Papandreou souhaita la bienvenue à Oscar Arias en disant qu'il était connu à travers le monde pour ses efforts pour la paix et le prix Nobel qu'il avait reçu pour son travail. Il dit qu'il avait été très actif dans notre famille et réunions et nombreux étaient ceux qui se rappelaient de sa participation à la réunion du Conseil au Chili.

Oscar Arias, Prix Nobel et ancien Président du Costa Rica, a souhaité la bienvenue aux participants dans cette petite République d'Amérique centrale de 4 millions et demi d'habitants qui rêvaient de remplir leur potentiel dans cette chimère de société sans armée qui allait bientôt fêter son 123^{ième} anniversaire de démocratie. Tout en étant entouré de dictatures les plus abominables, le Costa Rica avait refusé de devenir un pion dans la Guerre froide, et n'avait utilisé que la diplomatie et le dialogue durant les conflits militaires en Amérique centrale, y compris le Plan de paix qu'il avait présenté afin que les frères arrêtent de tuer leurs frères.

La rose de la social-démocratie, dit-il, avait fleuri surtout en Europe et en Amérique latine, dont l'histoire, il fallait l'admettre, était ancrée dans la domination d'une culture par une autre. Les pays d'Amérique latine avaient essayé différentes sortes de social-démocratie, dont certaines mettaient en danger leurs idéaux démocratiques ainsi que leur croissance économique. Nombreux étaient ceux qui avaient oublié l'urgence de maintenir l'Etat de droit et la sécurité personnelle, sans lesquels il n'y avait pas de compétitivité, ni de démocratie ou de paix: malheureusement il semblait comme si des pays de la région bâtissaient de superbes châteaux de sables qui étaient rapidement emportés par la mer.

Jusqu'à récemment on estimait que le développement économique et social était possible même sans institutions fortes, mais l'expérience avait montré qu'une performance adéquate par les institutions était essentielle, commençant par les bases de la démocratie. Un sophisme courant dans la région était que chaque pays pouvait développer sa propre version de démocratie et de liberté, mais cela avait été utilisé pour cacher des élans autoritaires. Il était convaincu que les règles démocratiques étaient universelles et que la mesure dans laquelle elles étaient appliquées définissait le niveau de démocratie d'un pays et sa proximité aux idéaux originaires du pays de notre Président, des idéaux qui étaient l'ambition de nombreux pays dans le monde.

Le pouvoir démocratique, continua-t-il, était par définition toujours limité. Nos régimes présidentiels devaient reconnaître le pouvoir exécutif, garantir l'indépendance du parlement de légiférer et contrôler,

et protéger la justice de l'influence politique. Malheureusement, certains gouvernements en Amérique latine agissaient comme si le succès électoral leur donnait le droit de changer les règles. Les élections étaient essentielles à la démocratie mais n'étaient pas son intégralité: négliger les règles minait le processus démocratique.

Le dilemme non résolu était de savoir comment faire face à des démocraties qui, même si elles n'étaient pas des dictatures, avaient des gouvernements autoritaires. A part Cuba, il n'y avait pas de dictatures en Amérique latine. Même si nous n'aimions pas certains régimes, les faire partir par la force nous ferait tomber dans ces mêmes tendances autocratiques que nous disions combattre. Les gens eux-mêmes, dit-il, devaient apprendre à reconnaître le mirage de la démagogie et du populisme. Le Nicaragua avait été un des exemples les plus clairs du mépris de l'Etat de droit quand Daniel Ortega avait été réélu Président en 2006, et l'on pouvait voir le mépris des limites du pouvoir et les effets sur les droits des gens. Cette détérioration avait été encore plus visible dans les élections municipales frauduleuses de 2008 et des récentes élections présidentielles.

Bien que la région se soit courageusement débarrassée des dictateurs de la dernière moitié du 20^{ième} siècle, il restait beaucoup à faire pour ancrer la démocratie de manière permanente dans la région. Comme l'avait dit Octavio Paz, la démocratie dans notre région avait besoin de racines et non d'ailes. Seul des institutions fiables pouvaient garantir l'Etat de droit, des libertés fondamentales, et, avant tout, l'utilisation du pouvoir politique pour améliorer les conditions sociales, ce qui était l'objectif principal de tout gouvernement social-démocratique.

Le succès d'une véritable démocratie se voyait dans l'ouverture d'hôpitaux, d'universités et de routes et dans la protection de la pauvreté et de l'ignorance. Fatigué des promesses vides, les peuples de la région avaient besoin d'hommes d'Etat plus tolérants au lieu de gouverneurs autoritaires. Il était facile de défendre les droits de gens que nous considérions nos égaux, mais le véritable défi était de défendre les droits des autres. Il restait à espérer que les peuples allaient élire des gouvernements qui n'étaient pas loin de la voie démocratique: certains comprenaient que peu importe l'idéologique, il fallait la démocratie.

Le seul moyen pour limiter le pouvoir de ceux qui avaient été élus par le soutien populaire était de miner ce soutien par l'éducation civile et l'opportunité. Malheureusement, dit-il, ils étaient toujours défaillants dans ce domaine, et aucune des excuses souvent mises en avant pouvaient justifier l'échec de promouvoir l'innovation, taxer les riches, former plus de professionnels, promouvoir de nouvelles entreprises commerciales, ou construire plus d'infrastructure.

Malgré son amour pour la région, il ne pouvait pas nier que les choses n'allaient pas bien, que tout était attendu pour l'avenir, bien que le Costa Rica avait du succès au présent. Il était temps de reconnaître que personne n'allait leur présenter un meilleur développement tout prêt. C'était à eux de s'en occuper. Il était temps en Amérique latine d'assumer enfin ses responsabilités.

Il demanda quel droit avaient les latino-américains de se plaindre de l'inégalité alors que près de la moitié des revenus nationaux provenaient de taxes indirectes; ou du manque d'emplois décents alors que l'école s'arrêtait souvent après 8 ans; ou de la pauvreté alors que les dépenses militaires avaient augmenté de 8,5% par an depuis 2003 à un montant de près de 70.000 millions de dollars en 2010. Nos leaders devaient suivre l'exemple du Président Obama qui avait réduit les dépenses du Pentagone de 487.000 millions de dollars afin de traiter la crise économique; sans nier, dit-il, que les Etats-Unis étaient

le plus grand exportateur d'armes et devait toujours mettre en pratique ses principes au-delà des intérêts de certaines corporations d'Amérique du Nord.

Ces faits sur l'Amérique latine, continua-t-il, montraient simplement l'amnésie de la région qui nourrissait un retour à la course aux armements basé pour la plupart sur des fantaisies. Cela montrait l'incapacité d'établir les priorités nécessaires à un réel développement, ou la volonté politique nécessaire pour l'investissement social. C'était pourquoi, lors de son dernier gouvernement, il avait proposé à la communauté internationale, surtout aux pays industrialisés, d'établir l'accord du Costa Rica qui allait créer des mécanismes pour annuler les dettes et donner un soutien financier aux pays en développement qui dépensaient de plus en plus pour l'éducation, la santé, le logement et la protection de l'environnement, et de moins en moins pour l'armée. Il était temps que la communauté financière internationale récompense ceux qui dépendent de manière équitable, une idée qui avait besoin de soutien tous les partis sociaux-démocrates.

Ceci fut juste une minuscule partie des grands changements et défis qui confrontaient le monde aujourd'hui. Le printemps arabe, le changement climatique, la paix entre Israël et la Palestine, éviter encore plus de bains de sang en Soudan du Sud, parvenir à un accord dans la zone euro afin d'éviter une aggravation de la crise économique mondiale, et sauver la ronde de Doha, et dans toutes ces questions et autres nos leaders sociaux-démocrates étaient impliqués. La responsabilité de nos partis était énorme: nous devons corriger ce qui n'avait pas été fait comme il faut, prendre des décisions là, où nous étions restés inactifs et protéger ce que nous avons bien fait. L'espoir du monde avait la forme d'une rose: il était reconnaissant que cet espoir ait rassemblé autant de personnes ici à ce Conseil de l'IS. Il espéra pour un nouveau jour pour le monde et pour cette région, et pour un avenir de grandeur pour son peuple où la démocratie, le développement et la liberté seront abondants. Ce jour allait certainement venir, dit-il, et il allait continuer à lutter, espérant voir cette lumière à la fin de l'arc en ciel.

George Papandreou remercia Oscar Arias pour son discours inspiré et dit que cela lui rappelait son propre pays, où certains essayaient de dire que les problèmes étaient les Etats-Unis ou le FMI mais finalement nous devons tous changer, prélever les impôts et rendre nos sociétés plus justes, ce que son gouvernement socialiste avait tenté de faire.

Il aimait l'idée de récompenser l'investissement éthique : les dettes dues à des investissements dans la croissance durable et la justice étaient très différentes de celles qui renforçaient le cercle vicieux où les riches devenaient plus riches et les pauvres plus pauvres.

Retournant aux discussions sur le rapport, il était d'accord que la réforme était un processus continu: de nouvelles commissions avaient été mises en place; la participation des femmes avait été encouragée par un équilibre entre les sexes d'un tiers; la représentation régionale avait été étendue; et des intervenants spéciaux, comme ceux du printemps arabe, avaient été entendus.

Il dit que nous avons une transparence financière complète et contrôlée par des professionnels connus ce dont nous pouvons être fiers. Les décisions sur comment nous utilisons notre budget était une autre question et continuera à être faite par le Présidium, le Conseil et le Congrès.

Etant en faveur du changement organisationnel, il était heureux que la suggestion faite par le Secrétaire général et lui-même, d'avoir des élections ouvertes lors du Congrès, avait été approuvée.

Il mentionna quelques questions organisationnelles importantes y compris le besoin d'engagement. Notre organisation était basée sur la participation volontaire et ne fonctionnait pas sans elle. Un exemple était la réunion actuelle, où le PLN avait fourni un soutien et une hospitalité excellente.

Dans nos méthodes de travail nous pouvions être très innovants, pensa-t-il.

Ensuite, il y avait la mise en œuvre de nos décisions. Il voyait deux catégories: comment aider nos partis membres à rejoindre la prise de décisions et à communiquer leurs politiques; et comment étendre la portée mondiale de l'IS. Nous pouvions examiner l'idée de discussions de panel ou d'ateliers qui nécessiteront des ressources. Les médias sociaux étaient tous très utiles mais pas tout le monde y avait accès.

Certains partis, continua-t-il, tels que le SAP, avaient de longues traditions de formation et nous pouvions travailler étroitement de cette façon avec les organisations de la jeunesse et des femmes sur comment organiser les élections et répondre aux problèmes financiers.

De nombreux orateurs voyaient la crise politique mondiale comme une crise de la social-démocratie, mais il souligna qu'il y avait des parties du monde où nous étions très dominants. Il y avait toutefois la question des institutions démocratiques reposant sur notre tradition de base et la connaissance des questions, que les conservateurs pouvaient facilement surpasser avec leurs vastes réseaux financiers incontrôlés. Même si actuellement il n'y avait que peu de dictateurs, il y avait des forces qui nous contrôlaient, nous les gens, et nos Etats nations.

D'autres questions que nous devons traiter comprenaient le scepticisme européen et la xénophobie que les conservateurs avaient utilisés avec succès pour dominer l'agenda.

Sur l'élargissement de la composition de l'IS, nous devons être ouverts à de nouveaux membres mais nous appuyer sur nos principes et être clairs sur nos attentes envers ceux qui voulaient faire partie de cette famille.

En résumé, Papandreou reprit les points que Heinäluoma avait faits. Il y avait large consensus sur le rapport. Il félicita les trois Co-présidents dont le travail nous avait permis de tirer certaines conclusions. Il s'agissait toujours de travaux en cours et nous allions pouvoir évaluer les décisions prises ici alors que nous avançons dans l'exécution. La transparence et la responsabilité des propositions et travaux de SIFAC avaient été confirmés.

Concernant les limites des mandats, il pensa qu'un bon compromis entre les différentes propositions serait que tout le monde soit éligible aux élections lors du prochain Congrès.

Il y avait la décision politique de tenir les Conseils et Congrès de l'ISF et de l'IS en parallèle, et donc pas de besoin de l'ajouter aux statuts.

Il suggéra de revenir sur la question de réunions des secrétaires internationaux, puisque cela représenterait un grand organe et des dépenses élevées, ainsi que d'étudier des moyens pour utiliser nos secrétaires internationaux de manière plus efficace.

Dernièrement, la question des remplacements était devenue très controversée. De par son expérience d'organisations multilatérales, il pouvait dire que la présence personnelle de ceux qui avaient la tâche

de représentation était très importante. Dans l'Union européenne un représentant d'un premier ministre ne serait pas accepté. Et dans le parti des socialistes européens il y avait parfois tellement des remplaçants que l'organisme devenait de moins en moins pertinent. Ainsi, non seulement un représentant de haut niveau était nécessaire, mais également quelqu'un avec une portée plus large puisque pas tous les partis étaient représentés au Présidium. De plus, il était essentiel que les élus s'engagent réellement pour aider l'IS à avancer. Des substitutions fréquentes voulaient dire une perte de responsabilité et de visibilité et de continuité qui étaient tous les deux très importants pour notre mouvement.

En conclusion, il rapporta que Heinäluoma avait en tête quelques modifications qui pourraient fournir une bonne proposition acceptable pour tous, et elles pourront être considérées lors de la prochaine réunion du Présidium avant le Congrès. Il demanda si, avec les modifications proposées, le Conseil décidait d'adopter ce rapport.

Le rapport du Groupe de travail de l'IS sur la réforme fut approuvé.

Luis Ayala dit que la réunion pouvait à présent prendre quelques décisions simples. Tout le monde avait reçu le compte-rendu du dernier Conseil, 60 pages en anglais, français et espagnol, et il suggéra de les adopter tels quels.

En ce qui concernait le cas du parti hongrois, il dit que l'ancien premier ministre Gyurcsány avait quitté le parti. Ayala avait immédiatement écrit au parti pour clarifier la situation et dire qu'il allait être retiré de notre liste et du Présidium. Il n'était plus un Vice-président et selon nos statuts le leader actuel du MSzP, Attila Mesterházy, devrait être élu par le Conseil pour prendre la place de Gyurcsány au Présidium.

Ayala attira ensuite l'attention sur une nouvelle version du document sur la crise financière qui contenait à présent les chiffres exacts sur la croissance mondiale.

La déclaration sur le changement climatique, dit-il, avait impliqué de nombreux participants y compris le ministre de l'environnement du Costa Rica. Il les remercia tous et souligna que depuis 2004 l'IS s'engageait dans cette question: des décisions avaient été prises et mises en œuvre. La Commission de l'IS sur le changement climatique avait tenu une très bonne réunion en Afrique du Sud à laquelle des ministres d'Asie, d'Afrique, y compris de nombreux partis au gouvernement, et du Costa Rica avaient participé. A la conférence de la COP à Durban sur le changement climatique, le Président et lui avaient convoqué une réunion de ministres de l'environnement de la famille de l'IS participants à la conférence et c'était là que ce document avait été produit, qu'il recommandait hautement. Il remercia surtout René Castro pour la participation à cette réunion et pour son travail sur le document.

Le Comité pour l'Amérique latine, continua-t-il, avait produit une déclaration sur le Puerto Rico qu'ils souhaitaient que le Conseil adopte.

Ayala ensuite mentionna une déclaration introduite par le CHP sur la grave situation touchant nos partis membres en Turquie.

Le Comité sur la Politique Economique, le Travail et les Ressources Nationales, dit-il, présidé par Christoph Zöpel, s'était réuni au début du mois à Rabat et nos camarades au Maroc avaient fait un

excellent travail pour produire un document sur les ressources nationales que le Conseil devrait endosser.

George Papandreou a procédé à chercher l'approbation du Conseil pour les documents, recommandations, et résolutions.

Le Conseil a adopté le compte-rendu de la dernière réunion du Conseil.

Le Conseil a salué le nouveau Vice-président du MSzP hongrois, Attila Merhazy.

La résolution sur la crise financière a été adoptée.

La déclaration sur le changement climatique a été adoptée.

La résolution sur le Puerto Rico a été adoptée.

La déclaration sur la question de l'indépendance du judiciaire en Turquie a été adoptée.

Le document sur l'Etat providence mondial dans les Etats arabes a été endossé.

Papandreou dit ensuite qu'avant de clore la réunion, trois intervenants allaient faire des courtes déclarations.

Najmaldin Karim, Iraq, PUK, remercia le PLN, disant que nous devons tous les imiter sur les questions de l'environnement. Il apporta les salutations du Président Talabani, Secrétaire général du PUK et Vice-président de l'IS, qui était actuellement sous traitement médical. Talabani avait réussi à réunir tous les leaders des blocs ennemis et des efforts étaient en cours pour résoudre la crise qui avait surgi suite à l'accusation du vice-président sunnite senior d'activités violentes.

La démocratie était nouvelle en Iraq, dit-il, il y avait d'importantes interférences de pays voisins. Il y avait eu de courts échanges entre les premiers ministres d'Iraq et de Turquie. Il espérait que l'IS pouvait aider suite aux expériences en Afrique du Sud.

Les Kurdes en Iraq jouissaient de la démocratie et d'élections libres, mais la question du Kurdistan comprenait quatre pays et la question demeurait sans solution en Turquie, en Syrie et en Iran. Le printemps arabe, dit-il, pourrait également inclure ces régions.

Il rapporta que le PUK avait mis en place des quotas de 20% de participation des femmes au parlement, mais bien qu'elles furent actives, elles n'avaient pas été capables d'exercer leurs droits parce qu'elles étaient choisies par des partis qui demandaient la loyauté. Son parti avançait également sur la question de la jeunesse et le Président Talabani était ferme sur la question de la peine capitale: de nombreux fonctionnaires du régime se trouvaient en prison à présent et auraient été exécutés si Président Talabani ne l'avait pas empêché.

Faisant appel à l'IS de réinstaurer le groupe de travail sur les questions kurdes, il invita l'IS de tenir la première réunion de Conseil après le Congrès en Kurdistan.

Abdulla Abdulla, Palestine, Fatah, dit qu'il y avait trois différentes sortes de changement: le changement bienvenu quand un parti venait au pouvoir et appliquait les principes de l'IS ; le deuxième était la sorte qui était bienvenu au début mais seul avec le temps on allait voir s'il était bénéfique à l'humanité. La crise dans son pays était la troisième sorte, provenant de décennies de guerre coûtant des milliers de milliards de dollars qui auraient pu être investis dans le bien-être des gens, aggravé par la crise financière en Amérique du Nord et en Europe. Nous devons rester vigilants à comment ces crises étaient gérées.

Les changements connus comme printemps arabe, dit-il, avaient fait partir les dictateurs; les élections allaient montrer la direction qu'allaient prendre ces changements lorsque l'opposition bien organisée, surtout ceux perçus comme désavantagés, sera au pouvoir. Les forces social-démocratiques n'avaient pas eu le temps de construire un organe fort et cohérent, et ne pouvaient pas s'opposer aux résultats électoraux mais devaient assurer que ceux au pouvoir étaient honnêtes en mettant en œuvre leurs promesses électorales.

Il pensait que l'IS pouvait jouer un rôle majeur à travers le Comité arabe présidé par le Président de l'IS Papandreou qui devrait élaborer un plan pour aider les forces social-démocratiques dans ces pays maintenant que nous pouvions voir qui était arrivé à bon port sur cette vague; si leurs promesses au public n'étaient pas mises en œuvre nous devons le mettre au défi et assurer que les changements de cette dernière année continuaient. Et si les changements étaient mis en place, le rôle de l'IS serait de préparer les forces social-démocratiques à gagner les élections et promouvoir les principes de coopération, de solidarité, de droits de l'homme et du bien-être social.

En ce qui concernait son propre pays, il remercia l'IS de soutenir les droits du peuple palestinien d'être libéré de l'occupation, d'être reconnu comme membre à part entière de l'ONU, et d'exercer son droit à l'autodétermination. Le gouvernement en Israël ne répondait même pas aux besoins du peuple israélien, et ne les libérait pas de la peur de l'avenir.

L'IS pouvait être une voix plus forte sur cet aspect: le problème devait être résolu, et non pas géré. L'Internationale avait donné l'exemple avec sa déclaration et nous devons prendre une position ferme contre toute mesure ou politique qui préjugait l'issue des négociations. Il rappela aux participants les principes élaborés dans la déclaration et exhorta le soutien total des efforts internationaux pour résoudre le conflit en accord avec l'objectif d'apporter la paix au bénéfice de frères en conflit et le monde entier. Il était convaincu que l'IS et chaque parti dans son pays allaient donner ce soutien.

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL

Luis Ayala dit qu'une de ses tâches en tant que Secrétaire général, s'ajoutant au lancement d'initiatives et de réunions, était de garder contact avec les partis membres et suivre leurs travaux. Ces dernières semaines, il avait été en contact étroit avec Président Alvaro Colom, qui venait de quitter le gouvernement. La tendance politique du nouveau gouvernement au Guatemala était à l'opposé de nos points de vue et bien que cela était le résultat du processus démocratique, nous avons fait une déclaration parce que le président Colom et Sandra Torres Casanova, une des leaders de notre parti membre, avait reçus des ordres de ne pas voyager. Etant une des personnes chargées de mettre en œuvre les politiques dans la lutte contre la pauvreté d'Alvaro Colom, elle avait été invitée à prendre la parole à cette réunion de Conseil; à présent, parmi d'autres activités douteuses, elle était suivie par la police. Il suggéra que le Conseil publie une déclaration concernant ces mesures prises par les autorités publiques contre ces deux leaders et d'autres à l'UNE.

Ayala dit que son rapport qui avait été distribué résumait les activités depuis la dernière réunion de Conseil: réunions à Bucaramanga, Colombie, et à Porto Alegre; réunions en Afrique, Afrique du Sud et à Windhoek, Namibie, du Comité Afrique dont le Président se présentait aux élections présidentielles et ne pouvait donc pas participer à cette réunion ici; l'IS s'était engagé dans de nombreux processus électoraux difficiles, et Ayala avait observé les élections entachées de fraude au Cameroun que le plupart des autres ONG et observateurs avaient refusé de reconnaître. Il y avait de nombreux défis en Afrique, dit-il, où des leaders de nos partis étaient des candidats présidentiels comme au Mali et au Sénégal. Il y avait eu quelques élections libres et justes avec de bons résultats en Tanzanie et en Zambie, où Michael Sata avait formé un nouveau mouvement fort, s'était défini social-démocrate et à présent en tant que président de Zambie, s'intéressait à rejoindre l'IS, comme l'étaient d'autres. Le Comité Afrique allait se réunir après les élections pour prendre en compte ces développements.

L'IS avait tenu des réunions en Asie, continua-t-il, aux Philippines, au Kazakhstan et en Mongolie où notre parti membre à présent était le seul en charge du gouvernement. La démocratie était toujours une question, mais nos comités régionaux se concentraient de plus en plus sur des questions mondiales telles que la crise financière, les ressources nationales et le changement climatique. Cette homogénéisation de notre agenda résultait dans des discussions approfondies basées sur les expériences.

Nous avons également des contacts étroits avec les nouveaux acteurs des révolutions arabes et avons organisé une réunion fructueuse de deux jours en Crète où des leaders de presque tous les pays arabes avaient participé. Il allait y avoir une réunion de suivi sous peu.

La Commission sur le développement durable, le Comité économique, le Comité sur la crise financière avec Joseph Stiglitz, allaient préparer des documents sur les thèmes du Congrès : la crise financière, la démocratie, la paix et le multilatéralisme.

En ce qui concernait le Congrès, Ayala dit qu'il avait rendu visite au Président Zuma et au Vice-président Motlante pendant les festivités de l'anniversaire de l'ANC et pouvait à présent rapporter que l'ANC s'était engagé à remplir leur part en tant que hôtes. Tenant compte du calendrier des célébrations de l'ANC durant toute l'année, deux options ressortaient pour la tenue du Congrès: soit début juillet ou début septembre, et le meilleur endroit allait être décidé en fonction des dates. Il venait d'entendre du vice-ministre des Affaires étrangères que début septembre serait préférable, mais il devait coordonner avec d'autres personnes et vu les dépenses importantes ainsi que les préparations, ceci étaient des décisions très délicates qui allaient être prises dans les semaines à venir. Une bonne chose était sûr, conclua-t-il, le Congrès était bien ancré parmi les gens en Afrique du Sud et le Congrès national africain.

Il rapporta les bonnes nouvelles que les partis membres au Venezuela rejoignaient d'autres partis membres à l'opposition pour choisir un candidat commun pour les élections présidentielles plus tard dans l'année.

Il avait également été en contact avec d'autres partis qui se préparaient aux élections, y compris la Ligue nationale pour la démocratie et de son leader Aung San Suu Kyi.

Disant qu'il n'y avait pas suffisamment de temps pour énumérer tous les détails de tous les développements, il assura le Conseil qu'il y avait une interaction très fluide avec tous les partis se

trouvant face à des élections et avec ceux qui se trouvaient dans des circonstances particulièrement difficiles, et qui attendaient tous l'engagement et l'implication de l'Internationale.

George Papandreou nota que le Conseil acceptait le rapport du Secrétaire général.

Avant de clore la réunion il souhaita remercier tout le monde pour la solidarité exprimée envers son pays et son travail. Dans ses deux ans au parlement, son parti avait voulu faire des changements majeurs vers la transparence, la justice, la réforme des impôts et une économie verte, comme cela était toujours le désir du peuple grec, mais cela avait été une course contre le torrent de mesures d'austérité qui avaient gravement touchées les gens. Les marchés ne leur avaient pas donné de temps pour faire des réformes plus approfondies, et ensuite l'UE conservatrice avait échoué à réguler les marchés et donc l'entière zone euro était en crise. Cet échec, et l'insécurité dans le système bancaire, avait miné le potentiel grec et le programme sur long terme que l'UE avait soutenue au début. Des tensions croissantes au sein de son parti l'avaient obligé à créer un consensus plus large par un gouvernement de coalition lequel il espérait allait permettre au pays d'aller au-delà de la crise. Il espérait bien sûr que l'Europe allait également traverser cette crise parce que sinon les programmes au Portugal, en Irlande, en Italie et en Espagne n'allaient pas réussir non plus.

Papandreou remercia tous les participants, le secrétariat, les interprètes et bénévoles, et en particulier le PLN et Bernal Jiménez Monge pour leur fabuleuse hospitalité. Le Costa Rica avait montré qu'il était possible d'avoir la stabilité, la protection de l'environnement et une culture démocratique, qui en effet devaient tous aller de pair. Notre réunion, dit-il, qui avait inclus un prix Nobel et une Présidente dynamique dans la personne de Laura Chinchilla, soulignait le succès de notre mouvement progressiste.

Se réunissant en Amérique latine, nous avons pu nous concentrer sur cette région et sur ses problèmes spécifiques tels que le trafic de drogue. Il avait parlé avec Laura Chinchilla et Alvaro Colom et il pensait que l'IS devait prendre des initiatives pour des solutions progressistes concernant la mafia, la responsabilité des pays consommateurs, et les armes impliquées dans le trafic de stupéfiants, surtout celles provenant des Etats-Unis. Il allait examiner la question avec Vargas Llosa, Carlos Fuentes, Kofi Annan et Javier Solana.

Cette réunion de Conseil sur deux jours envoyait un message fort sur les conséquences de la crise financière et le manque de gouvernance démocratique mondiale. Nous avons souligné le besoin de redéfinir notre relation avec les marchés parce que sans réglementation ils pouvaient menacer nos démocraties. Deuxièmement, nous devons promouvoir la croissance, les emplois, et une économie verte durable comme un moyen pour surmonter la crise et relever le défi du changement climatique, tout en respectant nos valeurs de justice, transparence, l'Etat de droit et les droits de l'homme.

Il rappela la réunion de New York au moment du début de la crise en 2008, où nous avons établi la Commission Stiglitz dont les propositions sur comment limiter la crise devenaient de plus en plus pertinents. Malheureusement la réponse des institutions mondiales avaient été trop lentes et la volonté politique absente. La majorité conservatrice dans la zone euro avait échoué à mettre fin aux attaques spéculatrices et avait déçue l'Europe, et donc nous avons besoin de changement; et de même la Grèce avait de nombreuses réformes à faire après l'héritage désastreux des gouvernements conservateurs.

Il souligna donc l'importance de réformes fiscales mentionnées par Présidente Laura Chinchilla. Il soutenait la façon dont son gouvernement traitait les pressions des marchés et les nombreuses

réalisations des gouvernements progressistes au cours des années. Comme l'avait dit le Président Arias, il y avait diverses formes de populisme dans de nombreux pays essayant de cacher des processus antidémocratiques et de protéger les privilèges plutôt que les droits, mais ils ne pouvaient pas cacher leur incapacité de prendre les décisions démocratiques nécessaires en faveur de la justice et de la croissance.

C'est ce que l'IS représentait: la volonté et le courage de prendre ces décisions. Notre travail était de renforcer nos sociétés au niveau local, régional et international. Comme l'avait dit François Hollande, nous étions face à un ennemi sans visage ou identité claire, qui utilisait des moyens non conventionnels pour miner nos processus politiques et même nos institutions démocratiques par une culture de la peur. Notre histoire était une histoire de lutte contre le fascisme, le totalitarisme, le colonialisme et les dictatures et nous allions continuer de lutter contre avec cette même passion pour les droits démocratiques de nos citoyens et institutions dans un monde globalisé. Clairement les décisions et réformes que nous prenions ici étaient une contribution au renforcement de notre mouvement et des forces progressistes autour du monde.

Il remercia tout le monde pour une réunion très constructive et dit se réjouir de les retrouver lors de la prochaine réunion et Congrès en Afrique du Sud.

La réunion du Conseil fut close.